RAAD VAN STATE
AFDELING WETGEVING
L
30-01-1990
Vandemeulebroecke
Overgemaakt aan de H.

L. 19.047/9.
L. 19.048/9.
L. 19.049/9.
L. 19.050/9.
~~L. 19.135/9.~~

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 27 avril 1989, d'une demande d'avis sur :

1° un avant-projet de loi "modifiant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée" (L. 19.047/9),

2° un avant-projet de loi "modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées" (L. 19.048/9),

3° un avant-projet de loi "modifiant certaines dispositions légales relatives aux statuts du personnel des forces armées et du service médical" (L. 19.049/9),

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 27 april 1989 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over :

1° een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger" (L. 19.047/9),

2° een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht" (L. 19.048/9),

3° een voorontwerp van wet "houdende wijziging van sommige wetsbepalingen betreffende de statuten van het personeel van de krijgsmachtdelen en van de medische dienst" (L. 19.049/9),

4° un avant-projet de loi "modifiant la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical et la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées" (L. 19.050/9),

et le 8 juin 1989, d'une demande d'avis sur :

5° un avant-projet de loi "modifiant la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical" (L. 19.135/9),

et en ayant délibéré en ses séances des 2 octobre, 9 octobre, 30 octobre et 13 novembre 1989, a donné le 13 novembre 1989 l'avis suivant :

4° een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht" (L. 19.050/9),

en op 8 juni 1989 van advies te dienen over :

5° een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst" (L. 19.135/9),

heeft zich daarover beraden ter vergadering van 2 oktober, 9 oktober, 30 oktober en 13 november 1989, en op 13 november 1989 het volgend advies gegeven :

Le 27 avril 1989, le Ministre de la Défense nationale demande l'avis du Conseil d'Etat sur quatre avant-projets de loi, à savoir :

- un avant-projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée (L. 19.047);

- un avant-projet de loi modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées (L. 19.048);

- un avant-projet de loi modifiant certaines dispositions légales relatives aux statuts du personnel des forces armées et du service médical (L. 19.049);

- un avant-projet de loi modifiant la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical et la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées (L. 19.050).

Le 8 juin 1989, le même Ministre saisit le Conseil d'Etat d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi modifiant la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical (L. 19.135).

.../...

Comme l'indique le Ministre dans sa demande du 27 avril 1989, il existe effectivement un lien entre les quatre avant-projets L. 19.047 à L. 19.050. Un lien du même ordre existe d'ailleurs entre ces quatre avant-projets et l'avant-projet L. 19.135. Le lien est même à ce point évident que deux projets distincts envisagent de modifier un seul et même article de manière certes similaire mais non tout à fait identique. Citons, à titre d'exemple, l'article 37 de la loi précitée du 1er mars 1958 que l'article 21 de l'avant-projet L. 19.049 et l'article 3 de l'avant-projet L. 19.050 tendent l'un et l'autre à modifier mais en des termes différents.

La même confusion existe avec des avant-projets de loi précédents. Ainsi, certaines des modifications prévues dans les avant-projets actuellement soumis au Conseil d'Etat concernent des dispositions du titre II de la loi du 1er mars 1958 précitée et des dispositions de la loi du 18 février 1987 relative au statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical. Or, le Conseil d'Etat a été saisi antérieurement d'un avant-projet de loi "relative au statut des miliciens et des militaires du cadre de réserve" (L. 19.096) qui prévoyait l'abrogation du titre II de la loi du 1er mars 1958 et de dispositions de la loi du 18 février 1987, dont les dispositions étaient reproduites plus ou moins fidèlement dans ledit avant-projet.

Après que les dispositions relatives aux militaires du cadre de réserve en eurent été dissociées, celui-ci est devenu l'avant-projet de loi qui a été examiné par le Conseil d'Etat sous le n° L. 19.140 et qui ne concerne donc plus que le statut des miliciens.

.../...

Devenu le projet de loi relatif au statut des miliciens (1), il prévoit, en son article 50, l'abrogation des articles 56 et 58 de la loi du 1er mars 1958 et des articles 2 et 6 de la loi du 18 février 1987, dont il reproduit les dispositions dans ses articles 14, 16 et 17.

Or, l'avant-projet L. 19.049 dont le Conseil d'Etat est actuellement saisi prévoit une modification différente des articles 56 et 58 de la loi du 1er mars 1958 et de l'article 2 de la loi du 18 février 1987.

En outre, les officiers délégués ont précisé que l'avant-projet de statut des militaires du cadre de réserve (L. 19.096 partim) garde toute son actualité et qu'il sera à nouveau soumis au Conseil d'Etat, dès l'accomplissement des formalités substantielles préalables.

On se trouve donc à nouveau en présence de plusieurs versions d'un même texte sans qu'il soit aujourd'hui possible de savoir laquelle sera finalement retenue.

Cette façon de procéder aurait pour effet, si elle était maintenue, de modifier la mission légale de la section de législation du Conseil d'Etat, ce qui n'est pas de la compétence du Gouvernement. En effet, cette mission est de donner un avis sur un seul texte, celui de l'avant-projet que le Gouvernement retient, et non d'examiner plusieurs variantes d'un texte entre lesquelles le Gouvernement lui-même n'a pas encore choisi.

.../...

---

(1) Doc. Sénat, projet 774/1 (1988-1989).

Ce n'est donc qu'à titre tout à fait exceptionnel que le Conseil d'Etat consent à procéder à l'examen des avant-projets précités, étant précisé qu'il appartiendra au Gouvernement de "fusionner" ces projets en un seul, après avoir opéré les choix qui lui paraissent s'imposer et en se conformant aux règles de la légistique, spécialement quant aux phrases liminaires et à l'ordre des articles.

Dans le cadre de l'examen des avant-projets L. 19.047, L. 19.048, L. 19.049, L. 19.050 et L. 19.135, le Conseil d'Etat relèvera les cas dans lesquels deux modifications différentes d'un même article sont proposées.

Afin de simplifier dans la mesure du possible l'examen de ces mêmes avant-projets, le Conseil d'Etat les examinera séparément, tout en soulignant les relations qui les unissent.

I.

Avant-projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée (L. 19.047/9).

INTITULE.

Contrairement à ce qu'annonce son intitulé, la loi en projet ne modifie pas uniquement la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

.../...

Conformément aux règles de la légistique, lorsque plusieurs textes sont modifiés, il convient de les citer tous.

Il est donc proposé de rédiger l'intitulé comme suit :

"Projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical et la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées".

DISPOSITIF.

Article 1er.

L'article tend à modifier l'article 1er de la loi du 30 juillet 1938 afin de déterminer précisément le champ d'application de cette loi.

Le Conseil d'Etat observe que la disposition en projet ne concerne que deux des trois langues nationales. L'allemand est omis. En conséquence, les militaires d'expession allemande ne peuvent présenter les examens dans leur langue maternelle.

.../...

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier s'il ne conviendrait pas de saisir l'occasion que présente le projet pour revoir le problème des militaires dont la langue maternelle est l'allemand.

Sous cette réserve, la fin de l'article 1er en projet serait mieux rédigée comme suit :

"... le candidat doit posséder la connaissance approfondie de la langue française ou de la langue néerlandaise et la connaissance effective de l'autre langue".

Article 2 (devenant les articles 2 et 3).

L'article 3 en projet a pour but de modifier la terminologie utilisée parce qu'elle ne correspond plus à l'organisation actuelle de l'Ecole royale militaire. Il tend également à grouper les dispositions des articles 3, 4 et 4bis de la loi du 30 juillet 1938, l'article 7 en projet prévoyant l'abrogation des articles 4 et 4bis.

Ce faisant, l'article 3 en projet groupe dans un seul et même article le programme d'examen et les conditions de réussite.

De l'accord de l'officier délégué, il serait préférable d'énoncer à l'article 3 nouveau le programme d'examen et d'énoncer à l'article 4 nouveau les conditions de réussite.

.../...

Le projet de loi gagnerait ainsi en clarté et en cohérence. En outre, seul l'article 4bis devrait de la sorte être abrogé et le numérotage demeurerait continu. On éviterait de devoir modifier les articles 22, 4°, et 27, 4°, de la loi du 13 juillet 1936 (article 8, § 1er, du projet).

Les articles 2 et 3 du projet pourraient être rédigés comme suit :

"Article 2.-

L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3. Pour pouvoir être commissionné au grade de sous-lieutenant ou à un grade équivalent et pour pouvoir être nommé à ce grade, le candidat-officier de carrière doit passer l'examen sur la connaissance effective de la langue pour laquelle il n'a pas passé l'examen sur la connaissance approfondie prévu à l'article 2.

Cette épreuve a pour but de s'assurer que le candidat est à même de servir dans une unité de l'un ou de l'autre régime linguistique ainsi que de comprendre les prévenus et leurs défenseurs et de les interroger dans les commissions judiciaires et les conseils de guerre; elle comprend :

1° une rédaction;

.../...

2° une épreuve orale au cours de laquelle le candidat doit, selon le cas :

a) 1) répondre à une question ...;

2) répondre ...;

3) répondre ...;

b) 1) faire une leçon de théorie sur ...;

2) faire une leçon de théorie ou ...;

3) faire une leçon de théorie sur ...;

c) lire et résumer un texte court;

d) faire une allocution ...;

3° une épreuve relative au service judiciaire au cours de laquelle le candidat doit :

a) répondre ... (1);

b) consulter le dossier d'une affaire judiciaire, le résumer oralement et répondre à des questions orales en rapport avec lui;

c) traduire des termes juridiques ... (1).

.../...

---

(1) Il y aurait lieu de préciser s'il s'agit d'une épreuve orale ou d'une épreuve écrite. Tel qu'il est rédigé, le texte ne permet pas de le savoir.

Article 3.-

L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4. Le candidat doit obtenir au minimum la moitié des points à l'épreuve visée à l'article 3.

En cas d'échec, le candidat est autorisé à se représenter à cette épreuve ... (la suite comme à l'article 2, § 3, en projet, sauf à écrire au dernier alinéa : "... il se représente l'année suivante à l'épreuve ...")".

Article 3 (devenant l'article 4).

1. Le paragraphe 1er a pour objet de modifier l'orthographe du mot "candidaat" à l'article 5 de la loi du 30 juillet 1938.

S'il est opportun de procéder à pareille modification dudit article 5, il est également opportun de modifier les autres articles de ladite loi du 30 juillet 1938 où figure également le mot "candidaat", c'est-à-dire, l'article 6, alinéa 1er, l'article 7, § 1er, 1°, et § 2, alinéa 3, l'article 7bis, alinéas 1er et 3, et l'article 7ter, alinéa 2, 1° et 2°, et alinéa 3. Une proposition est faite ci-après en ce sens.

2. Les paragraphes 2 et 3 ont pour but de modifier la terminologie de l'article 5 de la loi du 30 juillet

1938 afin de l'adapter aux notions statutaires actuelles et d'actualiser cet article de la même manière que l'article 1er de la loi.

L'article 3 du projet devrait dès lors être rédigé comme suit :

"Article 4.-

A l'article 5 de la même loi, modifiée par la loi du 30 juillet 1955, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le paragraphe 1er, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Pour accéder au grade de major ou à un grade équivalent, tous les officiers de carrière doivent passer un examen sur la connaissance effective de la langue pour laquelle ils n'ont pas passé l'examen sur la connaissance approfondie prévu à l'article 2".

2° Dans le paragraphe 1er, alinéa 4, et dans le paragraphe 3, les mots "de capitaine de corvette ou de capitaine technicien" et les mots "de capitaine de corvette de réserve ou de capitaine technicien de réserve" sont remplacés par les mots "ou à un grade équivalent".

3° Dans le paragraphe 1er, alinéa 2, 1°, 2° et 3°, et alinéas 3 et 4, ainsi que dans le paragraphe 2, alinéa 2, du texte néerlandais, les mots "candidaat" et "candidaten" sont remplacés respectivement par les mots "kandidaat" et "kandidaten".

3. En outre, conformément à l'observation formulée sous 1, il conviendrait d'insérer un article 5 nouveau rédigé comme suit :

"Article 5.-

Dans l'article 6, alinéa 1er, dans l'article 7, § 1er, 1°, et § 2, alinéa 3, dans l'article 7bis, alinéas 1er et 3, et dans l'article 7ter, alinéa 2, 1° et 2°, et alinéa 3, de la même loi, les mots "candidaat" et "candidaten" sont remplacés respectivement par "kandidaat" et "kandidaten".

Article 4 (devenant l'article 6).

1. L'article 4 du projet tend, d'une part, à adapter l'article 7 de la loi du 30 juillet 1938 à l'organisation actuelle de l'Ecole royale militaire et à tenir compte, d'autre part, de la suppression de fait de l'Ecole de guerre depuis 1978.

S'il paraît opportun de mentionner l'Institut royal supérieur de défense, créé en 1978, il ne convient pas de supprimer la référence à l'Ecole de guerre, qui existe encore juridiquement.

L'officier délégué a admis le bien-fondé de l'observation.

2. L'article 7, § 1er, 4°, et § 2, 1°, de la loi du 30 juillet 1938 a trait aux examens prévus pour la nomination au grade de capitaine de corvette ou de capitaine

technicien et au grade de sous-lieutenant, d'aspirant de marine ou d'aspirant technicien.

Par souci d'uniformité, il y a lieu de modifier ces termes, comme le projet le fait pour l'article 5 de la loi précitée.

De l'accord de l'officier délégué, l'article doit être rédigé comme suit :

"Article 6.-

A l'article 7 de la même loi, modifiée par la loi du 30 juillet 1955, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le paragraphe 1er, 3°, les mots "Ecole d'application (division "polytechnique" de l'Ecole royale militaire)" sont supprimés et les mots "Institut royal supérieur de défense" sont insérés entre les mots "Ecole de guerre" et "Ecole des administrateurs militaires".

2° Dans le paragraphe 1er, 4°, et dans le paragraphe 2, 1°, les mots "au grade de major, de capitaine de corvette ou de capitaine technicien" et les mots "au grade de sous-lieutenant, d'aspirant de marine ou d'aspirant technicien" sont remplacés respectivement par les mots "au grade de major ou à un grade équivalent" et les mots "au grade de sous-lieutenant ou à un grade équivalent".

3° Dans le paragraphe 2, 1°, les mots "l'examen de sortie de l'Ecole royale militaire (division "toutes armes"), de l'examen de passage à l'Ecole d'application

(division "polytechnique" de l'Ecole royale militaire)" sont remplacés par les mots "l'examen de passage de la seconde à la 3ème année d'études de l'Ecole royale militaire"".

Article 5 (devenant l'article 7).

Dans le paragraphe 2 en projet, il y a lieu d'écrire dans le texte français : "... l'examen prévu au paragraphe 1er ...".

Le paragraphe 2 de l'article doit être rédigé en langue néerlandaise comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

L'article contient une mesure transitoire. Il permet de régler la situation des officiers qui ont suivi avec succès le cours supérieur d'état-major à l'Institut royal supérieur de défense depuis sa création. Il leur ouvre le droit d'invoquer le bénéfice de l'article 7, § 1er, 3°, de la loi du 30 juillet 1938, tel qu'il est modifié par l'article 4 (devenant l'article 6), § 1er, de la loi en projet.

Tel qu'il est rédigé, l'article 6 du projet constitue un texte autonome figurant dans un projet de loi dont l'objet essentiel est de modifier une loi antérieure. Conformément aux règles de la légistique, le procédé est à déconseiller. Une solution consisterait à insérer le texte

de l'article 6 dans l'article 7 de la loi du 30 juillet 1938, sous la forme d'un paragraphe 4. Ce paragraphe serait ainsi rédigé :

"§ 4. Les officiers qui, depuis la création ..., peuvent invoquer le bénéfice du paragraphe 1er, 3°".

Article 7 (devenant l'article 8).

Compte tenu de l'observation formulée sous l'article 2, le paragraphe 1er est inutile et doit être omis; il y a donc lieu de supprimer la mention "§ 2".

Article 8 (devenant les articles 9 et 10).

1. Si la proposition faite à propos de l'article 2 du projet est retenue, l'article 8, § 1er, est superflu et doit donc être omis.

2. Conformément aux règles légistiques, il convient de consacrer un article distinct à chaque article à modifier. L'article 8 devrait donc faire l'objet de deux articles devenant les articles 9 et 10.

3. Il y a lieu de mentionner la modification des textes dans l'ordre chronologique de ceux-ci.

.../...

4. Les articles 9 et 10 doivent donc être rédigés comme suit :

"Article 9.-

Dans l'article 20bis, 4°, de la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, les mots "avoir satisfait à l'épreuve prévue" sont remplacés par les mots "remplir les conditions prévues".

Article 10.-

Dans les articles 23, 3°, et 28, 3°, de loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, les mots "avoir satisfait à l'épreuve sur la connaissance effective de la langue prévue" sont remplacés par les mots "remplir les conditions prévues".

II.

Avant-projet de loi modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées (L. 19.048/9).

DISPOSITIF.

Article 1er.

De l'accord de l'officier délégué, le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 1er.-

L'article 5 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5. § 1er. La hiérarchie militaire est basée sur le grade et l'ancienneté dans le grade.

Un militaire est le supérieur d'un autre militaire s'il est titulaire d'un grade plus élevé que lui, ou s'il est plus ancien que lui dans le même grade.

§ 2. ... (la suite comme au projet)".

Article 2.

Le 14 décembre 1988, le Conseil d'Etat, section d'administration, a annulé l'instruction n° A12/2 sur les absences pour motif de santé des militaires (arrêt Wauthier, n° 31.584). Il a considéré que dans la mesure où la situation juridique des militaires concernés était affectée, les règles édictées ne pouvaient être prises par l'auteur de ce règlement.

L'article 2 du projet tient compte de cet arrêt et tend à donner une base légale aux futurs arrêtés royaux et ministériels qui reprendront les principes de l'instruction A12/2.

.../...

Il tend à introduire dans la loi une condition d'admissibilité de l'absence des militaires pour motif de santé dans certaines circonstances exceptionnelles (§ 1er) et à soumettre le militaire absent pour motif de santé à un contrôle médical et administratif (§ 2 et § 3).

Dans un souci de clarté, l'article 10 de la loi susvisée du 14 janvier 1975 devrait demeurer inchangé, la seconde phrase de l'article 10, § 1er, en projet, devrait faire l'objet d'un article 10bis (sous l'article 2 du projet) et les paragraphes 2 et 3 dudit article 10 en projet devraient constituer un article 10ter (sous un article 3 nouveau du projet).

La seconde phrase de l'article 10, § 1er, en projet précise que "l'absence pour motif de santé ne peut, dans les cas déterminés par le Roi, être justifiée que par décision d'un médecin militaire ou d'un médecin agréé à cette fin".

Selon l'exposé des motifs, il s'agit d'une mesure de contrôle généralisée qui ne sera applicable que dans des circonstances exceptionnelles qui devront être définies par le Roi et couvriront les situations d'alerte, de mobilisation, de maintien de l'ordre, les périodes de manoeuvres et de croisières ou les situations analogues à la gendarmerie.

Afin d'éviter toute équivoque, il faudrait préférer l'expression "dans les circonstances exceptionnelles déterminées par le Roi" à l'expression "dans les cas déterminés par le Roi".

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

Un article 10bis rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

"Article 10bis. Dans les circonstances exceptionnelles qu'Il détermine, le Roi peut, pour préserver la capacité opérationnelle des forces armées, ordonner que toute absence pour motif de santé soit jusjtifiée par une décision d'un médecin militaire ou d'un médecin agréé à cette fin".

+

En ce qui concerne les paragraphes 2 et 3 de l'article 10 en projet, devenant l'article 10ter, ils organisent un contrôle médical et un contrôle administratif par l'autorité militaire et par la gendarmerie, dont les modalités seraient "approuvées" par le Ministre de la Défense nationale. Le projet attribue ainsi un pouvoir réglementaire audit Ministre. A de nombreuses reprises, le Conseil d'Etat a relevé que si certains pouvoirs réglementaires peuvent être attribués à un Ministre en raison du statut constitutionnel de celui-ci, cette délégation ne peut consister qu'à attribuer le pouvoir de déterminer les mesures d'exécution appelées à être insérées dans une réglementation dont le Roi a fixé les dispositions fondamentales.

.../...

La délégation prévue par les paragraphes 2 et 3 en projet est d'autant plus critiquable qu'il s'agit d'un contrôle qui serait organisé par l'autorité militaire ou la gendarmerie et qui serait soumis uniquement à l'approbation du Ministre de la Défense nationale. Le système enviqagé ne peut être admis. Les modalités du contrôle médical et du contrôle administratif ou du moins les dispositions fondamentales organisant le contrôle doivent être déterminées par le Roi. La fixation des conditions de visites à domicile ne pourrait cependant pas aboutir à permettre des contrôles en tout temps et en tout lieu, sans méconnaître l'article 7, alinéa 1er, de la Constitution et l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, combiné avec l'article 2 du Protocole n° 4.

Les paragraphes 2 et 3 doivent dès lors être revus.

Sous cette réserve, le liminaire de l'article 3 nouveau du projet devrait être rédigé comme suit :

"Un article 10ter rédigé comme suit est inséré dans la même loi :"

Article 3 (devenant l'article 4).

1. Selon l'officier délégué, c'est par erreur que figurent, à deux reprises, les mots "ou elle" dans l'article 14bis en projet.

.../...

2. Ainsi qu'il vient d'être exposé, il appartient exclusivement au Roi de prendre les mesures de la nature de celles qui sont prévues à l'article 14bis en projet.

3. La disposition en projet permet d'imposer une obligation de résidence à certaines catégories de militaires.

Selon l'exposé des motifs,

> "Cette restriction du libre choix du lieu de résidence, est justifiée par le souci de préservation de l'opérationnalité des forces armées qui s'accompagne d'un besoin d'ordre et de discipline.
>
> C'est ainsi qu'il est évident que le franchissement de frontières nationales pourrait présenter un problème en période de crise et que l'organisation d'une procédure d'alarme avec ramassage à domicile du personnel-clé ou le contrôle médical à domicile ne peut se concevoir lorsque l'intéressé réside à l'étranger en dehors de la zone d'action des forces belges".

Pour que la disposition en projet soit compatible avec l'article 2 du Protocole n° 4 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg le 16 septembre 1963, approuvé par la loi du 24 janvier 1970, avec l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait

.../...

à New York le 19 décembre 1966, approuvé par la loi du 15 mai 1981, et avec l'article 7, alinéa 1er, de la Constitution, qui tous garantissent la liberté de circulation et la liberté individuelle, en ce incluse la liberté de mouvement, il convient que l'article 14bis en projet indique expressément que le pouvoir reconnu au Roi ne peut s'exercer qu'en vue de protéger la capacité opérationnelle des forces armées.

Selon la jurisprudence de la section d'administration du Conseil d'Etat, la limitation apportée à l'exercice de la liberté individuelle de fixer librement son domicile ne peut se concevoir que si celle-ci répond, dans chaque cas d'espèce, à une nécessité d'un intérêt supérieur à celle de son respect, soit parce qu'il existe des raisons tenant à la santé publique, à la sécurité publique ou à l'ordre public, soit parce que l'intérêt du service implique que la personne concernée soit effectivement disponible de façon permanente, par exemple, lorsqu'il entre dans les obligations normales de la fonction considérée que le titulaire de celle-ci puisse répondre immédiatement à des appels imprévus (voir, e.a., les arrêts De Maeyer, n° 16.210, du 22 janvier 1974; Detournay, n° 16.328, du 26 mars 1974; Commune d'Ixelles, n° 20.795, du 11 décembre 1980; Lambert, n° 26.739, du 26 juin 1986; Joly, n° 30.025, du 9 mai 1988).

Article 4 (devenant l'article 5).

1. L'article 14ter en projet permet à l'autorité militaire ou de gendarmerie désignée par le Roi d'interdire aux militaires la fréquentation de certains établissements publics, qui pourrait constituer un danger pour la sécurité collective ou individuelle ou pour la santé publique.

.../...

Selon l'exposé des motifs,

"Cette restriction aux libertés de réunion et de circulation est jugée nécessaire pour des raisons d'ordre et de discipline.

Par les établissements pouvant présenter un danger pour la sécurité collective, il faut entendre les établissements publics notoirement reconnus comme sièges de groupements ayant une activité qui est en contradiction avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui visent la destruction de l'indépendance du pays ou qui mettent en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité".

2. Si l'on peut admettre que l'autorité militaire ou de gendarmerie désignée par le Roi, détermine les établissements dont la fréquentation est interdite aux militaires, en raison de sa connaissance des lieux, encore faut-il, pour que cette délégation soit permise, que le Roi détermine préalablement par la voie réglementaire, donc de manière abstraite et générale, les critères qui justifient l'interdiction de fréquenter ces établissements.

L'alinéa 2 de l'article 14ter en projet doit être revu en ce sens.

Les mots "pour autant que la présence de militaires dans ces établissements constitue, au sein des forces armées, un danger pour la sécurité collective ou individuelle ou pour la santé publique" sont particulièrement imprécis. Il ne suffirait pas d'y substituer la paraphrase figurant dans l'exposé des motifs, qui est tout aussi imprécise.

.../...

3. La précision contenue dans l'exposé des motifs, selon laquelle "la disposition n'a pas pour but de limiter les militaires et les gendarmes dans leur activité politique et syndicale", doit figurer dans le texte lui-même.

4. Enfin, il convient que la décision de l'autorité militaire ou de gendarmerie soit notifiée à l'exploitant des établissements visés par la disposition, afin qu'il puisse se pourvoir comme de droit contre cette décision.

En conclusion, l'article 14ter en projet, doit être complètement revu pour tenir compte des observations qui précèdent.

III.

Avant-projet modifiant certaines dispositions légales relatives aux statuts du personnel des forces armées et du service médical (L. 19.049/9).

REMARQUES PRELIMINAIRES.

1. Conformément aux règles légistiques, lorsqu'un même texte modifie plusieurs textes antérieurs, il faut diviser le texte modificatif en autant de chapitres qu'il y a de textes à modifier.

Or le projet est divisé en treize chapitres qui groupent les modifications non par textes à modifier, mais par matières.

.../...

En outre, les textes modificatifs doivent modifier les articles du texte antérieur dans leur ordre numérique.

2. Il existe un lien indéniable entre le présent projet et les projets L. 19.050 et L. 19.135 précités puisque ces deux derniers projets modifient également deux des textes législatifs que le présent projet tend à modifier.

Il y a donc lieu d'intégrer ces deux projets au projet présentement examiné. L'ensemble des liminaires devra donc être modifié.

3. Au cours de l'examen du présent projet, on notera les éventuelles incohérences, telle que celle de modifier deux fois, dans un sens similaire mais non identique, un seul et même article. On ne tiendra compte que de la version qui, selon l'officier délégué, doit être retenue.

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Il y a lieu d'omettre le mot "légales".

Dans le texte néerlandais, il vaut mieux écrire "krijgsmacht" au lieu de "krijgsmachtdelen".

DISPOSITIF.

Articles 1er à 4, 6 et 7.

Les articles 1er à 4, 6 et 7 de la loi en projet ont pour objet de désigner l'autorité qui reçoit le serment que prêtent les militaires conformément au décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative.

Ces articles appellent les observations suivantes :

1. Dans les articles 1er, 3, 6 et 7, il y a lieu de mentionner le décret du 20 juillet 1831 avec son intitulé, tel qu'il figure ci-avant.

2. Dans le texte français, il y a lieu d'adopter une rédaction similaire pour les articles 1er, 3, 6 et 7. La formule la plus heureuse est celle de l'article 6 du projet.

Le texte néerlandais des articles 7bis et 57bis en projet de la loi du 1er mars 1958 et des articles 1bis et 12bis en projet de la loi du 12 juillet 1973, doit être rédigé en tenant compte de la remarque faite dans la version néerlandaise du présent avis.

En ce qui concerne la modification apportée par l'article 2 du projet à l'article 10 de ladite loi du 1er mars 1958, elle doit être rédigée en néerlandais, comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

3. Dans le texte français de l'article 3 du projet, il y a lieu de remplacer le mot "revêtu" par le mot "titulaire".

4. En ce qui concerne la modification prévue à l'article 4, il convient, comme en a convenu l'officier délégué, d'opérer un choix entre le texte du présent projet et celui du projet relatif au statut des miliciens et des militaires de réserve (voir avis donné par le Conseil d'Etat le 5 juin 1989, sous le n° L. 19.096/9).

Articles 8, 9 et 10.

Le texte néerlandais des articles en projet, doit être rédigé en tenant compte de la remarque faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11.

L'article 11 a pour but de modifier l'article 54 de la loi du 13 juillet 1976.

Il y est fait allusion à la "non-activité" pour raisons familiales. Or, la notion de non-activité est une

notion qui concerne la position des militaires. En l'occurrence, il ne s'agit pas de position mais d'emploi. Il convient donc de parler de retrait temporaire d'emploi pour raisons familiales et non de non-activité pour raisons familiales.

De même, l'intitulé de la section 3 du chapitre IV de la loi du 13 juillet 1976 doit être modifié.

De l'accord de l'officier délégué, le texte suivant est proposé :

"L'intitulé de la section 3 du chapitre IV de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées et l'article 54 de la même loi sont remplacés par l'intitulé et la disposition suivante :

"Section 3 - Du retrait temporaire d'emploi pour raisons familiales.

Article 54. Pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, le Ministre de la Défense nationale peut, à la demande du militaire, accorder un retrait temporaire d'emploi pour raisons familiales afin de lui permettre de se consacrer à ses enfants.

Ce retrait temporaire d'emploi est accordé pour une période maximum de deux ans; en tout état de cause, elle prend fin lorsque l'enfant atteint l'âge de trois ans.

.../...

La durée maximum de ce retrait temporaire d'emploi est portée à quatre ans et prend fin, au plus tard, lorsque l'enfant atteint l'âge de six ans si ce dernier est handicapé et satisfait aux conditions pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939.

A la demande du militaire, et moyennant un préavis d'un mois, il peut être mis fin au retrait temporaire d'emploi pour raisons familiales avant son expiration.

La période de retrait temporaire d'emploi pour raisons familiales n'est pas prise en considération en ce qui concerne la détermination de la durée maximum du retrait temporaire d'emploi.

Si le père et la mère de l'enfant sont militaires des cadres actifs, le retrait temporaire d'emploi visé au présent article peut être réparti entre les parents sans qu'ils puissent obtenir un retrait temporaire d'emploi en même temps".

Article 13.

L'article 13 tend à remplacer l'intitulé de la section 2 du chapitre IV par l'intitulé "De la protection parentale".

.../...

Cette section a trait essentiellement à la protection de la maternité et au congé d'allaitement, matières exclusivement féminines.

Il serait donc préférable de maintenir l'intitulé de cette section et d'insérer une section 2bis dans le chapitre IV de la loi du 13 juillet 1976, intitulée "De la protection parentale". Cette section comprendrait les articles 15 et 16 du projet.

De l'accord de l'officier délégué, une proposition sera faite dans ce sens.

Article 14.

La règle de l'article 50, § 2, dont l'article 14 prévoit l'abrogation permet au militaire féminin d'obtenir un congé pour allaitement. L'article 15 du projet entend remplacer ce congé pour allaitement par un congé parental dont le militaire masculin peut bénéficier.

Or, le congé pour allaitement est spécifique et protégé par le droit du travail. Il y aurait donc lieu de maintenir cette disposition. L'officier délégué en a convenu.

L'article 14 doit être omis.

Article 13 (nouveau).

Conformément à l'observation formulée sous l'article 13 du projet, il y a lieu d'insérer un article nouveau rédigé comme suit :

"Il est inséré dans le chapitre IV de la même loi, une section 2bis, comprenant les articles 53bis et 53ter, rédigée comme suit :

"Section 2bis. - De la protection parentale.

Article 53bis. (comme à l'article 15 du projet) (1).

Article 53ter. (comme à l'article 16 du projet, sauf que le texte néerlandais des alinéas 3 et 5 de l'article 53ter en projet doit être rédigé en tenant compte des remarques faites dans la version néerlandaise du présent avis)".

Article 17.

L'intention de l'auteur du projet serait mieux traduite par le texte suivant :

---------- .../...

(1) Sauf à préciser, de l'accord de l'officier délégué, que le congé parental est postérieur au congé de maternité et qu'il ne peut être cumulé avec le congé d'allaitement visé à l'article 50, § 2, eu égard à l'observation faite au sujet de l'article 14 du projet.

"Après une absence pour motif de santé, l'officier peut, pour autant que le service le permette, être autorisé, par un médecin militaire, à travailler à mi-temps. Les demi-jours pendant lesquels s'absente l'officier bénéficiant d'une telle autorisation, doivent être comptés dans le temps visé à l'alinéa 1er. L'autorisation de travailler à mi-temps ne peut être accordée pour plus de six mois pendant la période au cours de laquelle l'officier souffre de la même maladie".

Les textes figurant sous les articles 18 et 19 du projet devraient être rédigés sur le modèle du texte proposé pour l'article 17.

Article 20.

1. Dans le texte du paragraphe 5 en projet, la subdivision doit se faire en 1°, 2°, 3°, plutôt qu'en a, b, c.

2. Dans la phrase liminaire du paragraphe 5, il faut écrire : "Le militaire temporaire ... peut être réintégré dans le cadre temporaire, dans les cas suivants : ...".

3. Pour le a, devenant 1°, le texte suivant est proposé :

.../...

"1° le militaire temporaire auquel son emploi est définitivement retiré en application de l'article 14, § 1er, 1° et 3°, peut, dans le délai de un an à partir de la date du retrait, être réintégré dans le cadre temporaire avec le grade qui était le sien au moment du retrait, le temps écoulé entre ce moment et celui de la réintégration n'intervenant pas dans le calcul de l'ancienneté;".

Le b et c, devenant 2° et 3°, devraient être rédigés sur le modèle du texte proposé pour le 1°.

Quant à la disposition figurant au d, elle est superflue, étant la conséquence logique de la disposition figurant au c devenant 3°.

Article 21.

L'article a pour but de modifier l'article 37 de la loi du 1er mars 1958. Or l'article 3 du projet qui est examiné ce jour par le Conseil d'Etat sous le n° L. 19.050/9, a également pour objet de modifier ledit article. Les modifications envisagées par les deux projets sont différentes. Selon l'officier délégué, c'est la version du projet L. 19.050 qui doit être retenue. Il n'y a donc pas lieu d'examiner l'article 21.

.../...

Article 22.

L'article prévoit que les sous-officiers temporaires peuvent bénéficier de la bonification d'ancienneté jusqu'ici réservée aux sous-officiers du cadre actif.

L'article 31 de la loi du 13 juillet 1976, dont l'article 22 du projet prévoit la modification, devrait faire l'objet d'une autre modification. En effet, l'article 31, § 2, de la loi précitée fait référence à l'article 37 de la loi du 1er mars 1958. Or le projet L. 19.050 prévoit la modification des règles relatives à l'ancienneté. Ce sera dorénavant l'article 36 de la loi du 1er mars 1958 qui concernera la bonification d'ancienneté. Il y a donc lieu de prévoir une modification de l'article 31, § 2, afin de faire référence à l'article 36 de la loi du 1er mars 1958 et non plus à l'article 37 de cette loi.

D'autre part, dans le texte en projet, il y a lieu de supprimer les mots "inséré par la loi du 13 juillet 1976".

Article 23.

Le texte néerlandais de l'article 5, 2°, en projet, doit être rédigé en tenant compte de la remarque faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 24.

L'article 24 permet de dispenser les candidats sous-officiers de carrière de tout ou partie du cycle normal de formation lorsqu'ils ont déjà suivi certains cycles de formation dans l'armée.

La disposition prévoit une équivalence fixée par le Ministre de la Défense nationale. Cette matière est de la compétence du Roi et ne peut faire l'objet d'une délégation.

De l'accord de l'officier délégué, il faut écrire : "... une formation dans les forces armées dont Il fixe l'équivalence".

Article 25.

L'article 25 permet l'admission dans le cadre de complément de l'officier ou du sous-officier temporaire qui s'est classé en ordre utile pour être admis dans le cadre de carrière et dans le cadre de complément et qui échoue aux examens complémentaires relatifs au passage dans le cadre de carrière.

Le texte en projet confère au Ministre de la Défense nationale une délégation qui est trop large, en ce qu'elle lui donne le pouvoir de fixer des conditions individuelles d'admission dans le cadre de complément.

Le texte suivant est proposé :

"Le Ministre de la Défense nationale admet dans le cadre de complément :

1° l'officier temporaire qui, au cours de la même année, a été classé en ordre utile pour être admis à la fois dans le cadre des officiers de carrière conformément à l'article 22, 5°, de la présente loi et dans le cadre des officiers de complément, conformément à l'article 27, 5°, de la présente loi, et qui échoue, pour raisons d'étude, aux examens qui clôturent la formation visée à l'article 22, 6°, de la présente loi ou qui est retiré de cette formation;

2° le sous-officier temporaire qui, au cours de la même année, a été classé en ordre utile pour être admis à la fois dans la catégorie des sous-officiers de carrière, conformément à l'article 23, 4°, de la présente loi, et dans la catégorie des sous-officiers de complément, conformément à l'article 28, 5°, de la présente loi, et qui échoue, pour des raisons d'étude, aux examens qui clôturent la formation visée à l'article 23, 5°, de la présente loi ou qui est retiré de cette formation.

Les officiers et sous-officiers temporaires sont admis dans le cadre de complément suivant l'ordre chronologique de leur demande, dans les limites du nombre de places déterminé conformément à l'article 30 pour l'année qui suit celle au cours de laquelle le candidat a commencé sa formation d'officier ou de sous-officier de carrière".

.../...

Article 26.

L'article 104 du projet de loi relative au statut des miliciens et des militaires de réserve, sur lequel le Conseil d'Etat a donné un avis le 5 juin 1989 sous le n° L. 19.096, concerne l'article 93 de la loi du 1er mars 1958, visé à l'article 26 du projet. Il appartient à l'auteur du projet d'opter pour l'un ou l'autre texte.

Au surplus, l'article 93 ne comportant qu'un seul alinéa, il y a lieu, dans la phrase liminaire de l'article 26 et dans le texte en projet, de supprimer la mention "§ 1er".

Article 28.

La modification projetée est également prévue, de manière presque identique, dans le projet de loi L. 19.096 précité (article 55, § 4).

Il appartient à l'auteur du projet d'opter pour l'un ou l'autre texte.

L'observation vaut également pour l'article 29.

.../...

Articles 30 et 31.

Les articles 30 et 31 ont pour but de permettre l'engagement comme militaire temporaire ou comme candidat officier ou sous-officier temporaire de toute personne âgée de dix-sept ans ou de dix-huit ans au moins au 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'engagement est signé.

Selon l'exposé des motifs,

> "Afin d'atteindre une uniformité de tous les textes statutaires il est proposé de fixer les limites d'âge visées à l'article 9 et à l'article 18 de la loi du 13 juillet 1976 au 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'engagement est signé".

On observera qu'une grande majorité des textes statutaires ne précisent pas le moment qu'il convient de prendre en considération pour déterminer si l'intéressé a ou non l'âge requis.

S'il entre dans l'intention de l'auteur du projet de faire de cette disposition une règle générale, il convient de modifier "tous les textes statutaires".

.../...

Article 32.

1. L'article 3bis, § 1er, en projet habilite le Ministre de la Défense nationale à apprécier les qualités morales du candidat avant que celui-ci ne commence sa formation.

On observera que dans l'article 3 de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, ne figurent pas, parmi les conditions nécessaires pour être agréé comme candidat officier auxiliaire de la force aérienne, "les qualités morales indispensables à l'état d'officier". Cette précision apparaît dans plusieurs autres lois relatives à l'état d'officier ou de sous-officier.

Il serait opportun de compléter l'article 3 de la loi du 23 décembre 1955 par la précision que nul ne peut être agréé comme candidat officier auxiliaire de la force aérienne s'il "ne possède pas les qualités morales indispensables à l'état d'officier".

2. Le Conseil d'Etat constate une nouvelle fois qu'il existe une différence entre le régime prévu dans le présent projet et celui qui est envisagé dans l'article 14 du projet de loi relative au statut des miliciens (1).

Il appartient à l'auteur du projet d'opter pour l'un ou l'autre texte.

.../...

---

(1) Doc. Sénat, session 1988-1989, projet 774/1, examiné par le Conseil d'Etat sous le n° 19.140.

3. Le texte du paragraphe 1er, alinéa 1er, est mieux rédigé dans le texte néerlandais, dans la mesure où il ne donne pas à penser que c'est le Ministre qui doit suivre un cycle de formation.

A l'alinéa 2 du même paragraphe, il faut écrire "Sauf revision défavorable" et non "Sans revision ...".

4. Le paragrphe 2 du texte français doit être revu car il paraît étrange que "le Roi fixe les règles en vigueur".

Articles 33 à 38.

Ces articles appellent les mêmes observations que celles qui sont formulées à propos de l'article 32.

En ce qui concerne plus particulièrement l'article 38, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle, pour la seule catégorie des sous-officiers du cadre de réserve, les qualités morales du candidat sont appréciées par le chef d'état-major.

Articles 39 à 43.

1. Les articles 39 à 43 concernent la suspension par mesure d'ordre. Selon l'exposé des motifs, les adaptations prévues ont pour but d'uniformiser les textes relatifs à cette matière pour l'ensemble des différentes catégories de militaires.

En outre, il est précisé que la suspension par mesure d'ordre peut être prononcée d'office ou sur proposition du chef hiérarchique et que les procédures préalables à la décision de retrait définitif de l'emploi, peuvent être entamées.

On se trouve cependant confronté à une difficulté similaire à celle soulevée à propos de l'article 32 du projet examiné sous le n° L. 19.049.

En effet, le projet de loi relatif au statut des miliciens et des militaires de réserve (n° L. 19.096/9) retient un système sensiblement différent, plus proche du système actuellement en vigueur, puisqu'il ne prévoit pas que la suspension peut être prononcée d'office ou sur la proposition du supérieur hiérarchique. Il ne prévoit pas davantage que la suspension n'interdit pas d'entamer la procédure relative à la sortie du cadre de réserve. Enfin, la rédaction de certains alinéas diffère quelque peu (voir article 63 du projet n° L. 19.096/9).

Il appartient à l'auteur du projet de choisir entre ces multiples variantes.

2. Quelle que soit la solution retenue, les officiers délégués pour l'ensemble des projets ont admis qu'il conviendrait de scinder les articles en projet.

En effet, si les quatre premiers alinéas concernent l'emploi, les trois derniers alinéas concernent la position et devraient donc être insérés dans le chapitre qui concerne la position.

.../...

Ainsi, en ce qui concerne l'article 39 du projet, la modification de l'article 18 en projet devrait être limitée aux alinéas 1er à 4. Les alinéas 5, 6 et 7 devraient former, dans le titre premier, chapitre IV, un article 25bis qui serait rédigé comme suit :

"Lorsqu'un officier a été suspendu par mesure d'ordre conformément aux dispositions de l'article 18, ... (la suite comme au projet)".

L'officier délégué a marqué son accord sur cette proposition de texte.

Cette dernière remarque ne vaut, à l'heure actuelle, que pour les articles 39, 41 et 42. En effet, la législation en vigueur ne prévoit pas la notion d'emploi pour les officiers et sous-officiers de réserve, visés aux articles 40 et 43 du projet.

Cependant, le projet de loi répertorié sous le n° L. 19.096/9 introduit cette notion d'emploi pour ces deux catégories de militaires.

Ici encore, il n'est pas possible de préjuger de la solution qui sera définitivement retenue.

Si la solution du projet L. 19.096 devait primer, la remarque qui vient d'être faite à propos des articles 39, 41 et 42 doit être également faite à propos des articles 40 et 43 du projet.

.../...

3. En ce qui concerne l'article 41 du projet, la modification de l'article 20 de la loi du 27 décembre 1961 devrait être limitée aux alinéas 1er à 4, les alinéas 5, 6 et 7 devant former, dans le chapitre IV, un article 28bis.

4. Quant à l'article 42, on le scindera de la même manière, les trois derniers alinéas devant former, dans le chapitre VI, un article 19bis.

Article 45.

La disposition est superflue car en vertu des articles 6 et 7 du projet, les volontaires de carrière et les volontaires temporaires, en service au moment de l'entrée en vigueur de la loi, prêtent le serment qui y est visé.

L'article doit donc être omis.

Article 46.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est dérogé au délai normal d'entrée en vigueur.

Si la disposition était maintenue, il y aurait lieu d'écrire dans le texte français : "la présente loi entre en vigueur ...".

.../...

IV.

Avant-projet de loi modifiant la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical et la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées (L. 19.050/9).

OBSERVATIONS PRELIMINAIRES.

Le projet de loi comporte deux aspects qui sont étroitement liés : la modification des règles de répartition des militaires entre les corps et les forces et la modification des dispositions relatives à l'ancienneté.

La modification de l'article 27 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, de même que celle des articles 31, 41 et 44 de ladite loi, et de l'article 5 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, sont étroitement liées à un problème qui a déjà été examiné par le Conseil d'Etat : la suppression de trois corps d'officiers à la force terrestre (aviation légère, administrateurs militaires et ingénieurs du matériel militaire).

.../...

Dans l'avis qu'il a donné le 10 septembre 1987, sous le n° 18.233/2/V, au sujet d'un projet d'arrêté royal modifiant divers arrêtés royaux relatifs au statut des officiers de carrière et de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que l'arrêté royal du 19 octobre 1976 déterminant sur pied de paix le nombre maximum d'officiers en service actif de chaque grade ou groupe de grades et les répartissant entre les différents corps des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, le Conseil d'Etat a estimé que ledit projet, qui tendait à la suppression des trois corps visés ci-avant, était contraire à la loi parce que le Roi ne procédait pas à la répartition des officiers des corps dissous dans les différents corps de la force terrestre ou d'une autre force. En effet, le fait de ne pas répartir les officiers des corps dissous est contraire aux articles 27 à 31 et 44 de la loi du 1er mars 1958 et à l'article 5 de la loi du 13 juillet 1976.

Le présent projet tend à tenir compte de cette observation et à modifier les dispositions légales pertinentes en la matière afin d'introduire le principe de la non-répartition partielle (articles 1er, 2, 4, 5, 6, 7 et 8), à modifier les règles relatives à l'ancienneté et à l'influence de l'ancienneté en matière d'avancement pour pallier les carences du système actuel (article 3) et à créer une base légale pour les comités intercorps.

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

Article 1er.

L'article 1er tend à modifier l'article 27 de la loi du 1er mars 1958.

Il est prévu de remplacer le verbe "répartir" par le verbe "affecter".

L'article 27 de la loi du 1er mars 1958 utilise le verbe "répartir" tout comme le fait l'article 5 de la loi du 13 juillet 1976. Or, l'article 27 concerne les militaires en tant qu'individus tandis que l'article 5 concerne les effectifs en officiers.

Selon l'exposé des motifs, le projet tend à distinguer ces deux notions en remplaçant le verbe "répartir" par le verbe "affecter" lorsqu'il est question d'individus (articles 27 et 31 de la loi du 1er mars 1958).

L'article 27, § 2, en projet doit être lu conjointement avec l'article 44 en projet (article 6).

Cet article précise que les officiers généraux de la force terrestre sont nommés au sein de la force et non au sein d'un corps. En conséquence, l'article 27, § 2, prévoit qu'ils cessent d'appartenir à un corps dès leur nomination.

L'article 44, § 4, en projet prévoit également que le Roi pourra déroger à l'article 5 de la loi du 13 juillet 1976 en ce qui concerne les officiers supérieurs de la force terrestre et de la force navale. Il habilite ainsi le Roi à ne pas répartir ces officiers entre les différents corps de ces forces.

Si l'intention du Gouvernement est bien de ne pas imposer la répartition de ces officiers, il serait opportun de compléter l'article 27 en projet, afin de prévoir que les officiers supérieurs des forces terrestre et navale cessent d'appartenir à un corps lorsque le Roi fait usage de la faculté que Lui offre l'article 44, § 4.

Article 3.

1. L'article 3 a pour but de modifier le chapitre VI de la loi du 1er mars 1958 relatif à "l'ancienneté pour l'avancement de grade", afin de distinguer les notions d'ancienneté dans le grade et d'ancienneté pour l'avancement de grade, de prévoir une base légale pour le système d'examen des candidatures par les comités intercorps et de tenir compte du problème de non-affectation de certains officiers.

2. L'article 34, § 1er, en projet reprend l'article 35, § 1er, de la loi du 1er mars 1958 dont le texte a été proposé par le Conseil d'Etat. On constate toutefois une inversion dans le texte français de l'article 34,

§ 1er, alinéa 2. Dans un but de concordance avec le texte néerlandais qui est exact, il serait préférable de maintenir la version actuelle et donc d'écrire "en tenant compte, suivant les règles fixées par le Roi, des différents classements établis et du nombre d'officiers nommés".

L'article 34, § 2, en projet modifie sensiblement l'article 35, § 2, de la loi du 1er mars 1958. L'ancienneté relative des officiers titulaires d'un grade autre que celui de sous-lieutenant n'est plus déterminée d'office sur la base de l'ancienneté relative dans le grade de sous-lieutenant. Il faudra tenir compte de l'ancienneté dans les grades précédents. Ce n'est que si deux personnes ont été nommées en même temps dans ces grades que l'ancienneté relative dans le grade de sous-lieutenant sera déterminante.

Il s'agit, selon l'exposé des motifs, d'éviter que les règles relatives à l'ancienneté dans le grade aient une influence sur la hiérarchie militaire (voir aussi l'article 1er du projet répertorié sous le n° L. 19.048).

Il y a lieu d'écrire "des officiers titulaires d'un grade" et non "revêtus d'un grade".

.../...

Les termes "à ancienneté égale dans l'ordre décroissant des grades" sont peu heureux. De l'accord de l'officier délégué, il serait plus clair d'écrire "à ancienneté égale dans les grades inférieurs, ...".

3. L'article 35 en projet modifie l'article 36 de la loi du 1er mars 1958. L'ancienneté dans le grade de sous-lieutenant n'étant plus d'office déterminante (article 34, § 2), certaines périodes de "non-activité" sont décomptées non plus de l'ancienneté dans le grade de sous-lieutenant mais de l'ancienneté dans chaque grade.

L'article 36, § 3, de la loi du 1er mars 1958 devient de la sorte superflu.

En ce qui concerne le terme de "non-activité", il est fait référence aux observations faites au sujet du projet examiné sous le n° L. 19.049, relativement à la confusion entre la notion de "retrait temporaire d'emploi" et celle de "non-activité".

De l'accord de l'officier délégué, le texte suivant est proposé pour l'article 35 en projet :

"Est décomptée de l'ancienneté dans le grade :

1° pour toute sa durée, toute période de retrait temporaire d'emploi de non-activité ou autre que le retrait temporaire d'emploi pour motif de santé;

.../...

2° la moitié de la période de retrait temporaire d'emploi pour motif de santé si ce retrait temporaire d'emploi trouve son origine dans un fait étranger au service.

L'ancienneté dans le grade ... (la suite comme au projet, sauf à remplacer les mots "du § 1er" par les mots "de l'alinéa 1er")".

4. L'article 36 en projet, relatif aux bonifications d'ancienneté, modifie l'article 37 de la loi du 1er mars 1958. Il détermine les diplômes sur la base desquels l'officier médecin, pharmacien, dentiste ou vétérinaire peut bénéficier d'une bonification d'ancienneté, et prévoit une nouvelle possibilité de bonification pour les années de spécialisation.

Il n'appelle pas d'observations en ce qui concerne le texte français.

Mais le texte néerlandais de son alinéa 2 doit être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l'alinéa 4, deuxième phrase, doit de même être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

5. De l'accord de l'officier délégué, l'article 37 en projet doit être rédigé comme suit :

"L'officier transféré en application de l'article 29 ou de l'article 31 prend rang dans son nouveau corps avec son grade et son ancienneté dans ce grade.

L'officier transféré en application de l'article 30 est classé dans son nouveau corps à la suite des officiers de même ancienneté dans son grade. Toutefois, si cet officier est, par la suite, à nouveau transféré en application de l'article 29 ou de l'article 31, il retrouvera son classement d'origine".

6. Conformément à la proposition de texte qui est faite pour l'article 37 en projet, il y a lieu d'écrire, à l'alinéa 2 de l'article 38 en projet, "... conformément à l'article 37, alinéa 2".

7. L'article 38bis en projet habilite le Roi à déterminer par corps l'ancienneté minimum requise pour l'avancement de grade.

L'insertion de cet article va de pair avec l'abrogation de l'article 42 de la loi du 1er mars 1958 qui détermine les conditions minimum d'ancienneté pour être nommé à un grade d'officier supérieur.

.../...

La disposition en projet, de même que l'abrogation de l'article 42, se heurte à une critique fondamentale : elle habilite le Roi à régler une matière que l'article 118 de la Constitution réserve au législateur. En effet, au voeu du constituant, les droits et libertés des militaires sont une matière qui est sous la protection de la loi.

Dans une matière aussi importante que celle de l'avancement des officiers, plus spécialement l'accession à la catégorie des officiers supérieurs, que le constituant a entendu confier au législateur, il serait préférable de suivre la tradition et de citer dans la loi les conditions essentielles d'ancienneté minimum dans le grade.

L'article 38bis en projet devrait donc porter une disposition similaire à celle de l'article 42 de la loi du 1er mars 1958.

8. Par ailleurs, puisque le chapitre VI, section 2, concerne les règles relatives à l'ancienneté pour l'avancement de grade, il convient d'insérer l'article 43 de la loi du 1er mars 1958 dans ce chapitre VI, section 2, sous la forme d'un article 38ter nouveau. L'officier délégué a marqué son accord sur cette proposition.

.../...

9. Selon l'article 38ter en projet (devenant l'article 38quater), lorsque plusieurs candidats sont recommandés favorablement, en même temps, pour un avancement, ils seront également proposés en même temps pour l'avancement supérieur, qu'ils aient ou non été nommés à des moments différents. Cette règle vaut également pour les officiers transférés.

De l'accord de l'officier délégué, l'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Pour l'avancement aux grades d'officier supérieur et général, y compris pour l'avancement des officiers visés aux articles 37 et 38, tous les candidats qui ont été recommandés favorablement en même temps pour le grade dont ils sont titulaires sont, sous réserve de l'application de l'article 35, censés posséder l'ancienneté du candidat nommé le premier à ce grade lorsqu'il y a des places vacantes, ou du candidat qui aurait été nommé s'il y avait eu des places vacantes".

10. L'article 38quater en projet (devenant l'article 38quinquies) a pour seul but de déterminer le mode d'établissement des listes de candidature et l'ordre d'examen des candidatures. Il y aurait lieu de modifier la rédaction de cet article afin d'en préciser le sens. La référence qui y est faite à l'article 38ter doit être remplacée par la référence à l'article 38quater.

Article 5.

L'article, qui porte une disposition abrogatoire, doit figurer à la fin du dispositif, avant les dispositions transitoires.

Il appartiendra, à l'auteur du projet, selon la thèse qu'il retiendra, d'abroger éventuellement les articles 42 et 43 s'il insère le texte de ces articles dans les articles 38bis et 38ter en projet.

Article 6.

Selon l'article 44 en projet, les officiers sont nommés au sein des corps, à l'exception des officiers généraux de la force terrestre et des officiers supérieurs de la force terrestre et de la force navale. Pour ceux-ci, le Roi peut déroger à l'article 5 de la loi du 13 juillet 1976; il peut donc ne pas les répartir entre les corps.

Comme il a été exposé ci-avant, il existe une contradiction entre les articles 27 et 44 en projet puisque l'article 44 permet une non-répartition beaucoup plus large que l'article 27 en projet. Il convient donc soit de compléter l'article 27 soit de restreindre la portée de l'article 44.

Article 7.

L'article comporte une disposition abrogatoire et doit donc être reporté à la fin du dispositif, avant les dispositions transitoires.

Article 8.

L'article 8 tend à compléter l'article 5 de la loi du 13 juillet 1976.

La disposition est singulièrement opposée aux autres articles du projet qui sont relatifs à la non-répartition des officiers.

Dans la mesure où l'article en projet vise l'ensemble des officiers, il fait double emploi avec l'article 44 en projet.

Telle qu'elle est rédigée, la disposition en projet est d'une compréhension difficile. Si le maintien de la disposition s'avérait nécessaire, il semble qu'elle ne devrait viser que les officiers subalternes.

Une concordance devrait également être établie entre la disposition en projet et l'article 28 de la loi du 1er mars 1958.

La disposition en projet doit être revue ou précisée.

+

La disposition abrogatoire devra être rédigée en tenant compte des observations formulées ci-avant.

En tout état de cause, il conviendra de procéder à des abrogations expresses des articles dont le texte aura été inséré dans d'autres articles de la loi.

V.

Avant-projet de loi modifiant la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical (L. 19.135/9).

Article unique.

L'article tend à modifier l'article 40, alinéa 2, de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical.

La disposition en projet laisse au Roi le soin de déterminer les brevets, diplômes ou titres auxquels peut être attachée une dispense des épreuves de major.

.../...

S'agissant d'une matière relative à l'avancement des officiers supérieurs et donc d'une matière que le constituant a confiée au législateur, il est indispensable de citer dans la loi les brevets, diplômes ou titres qui actuellement pourraient donner lieu à la dispense de tout ou partie des épreuves de major. La délégation accordée au Roi ne peut être admise.

La disposition en projet doit, dès lors, être fondamentalement revue.

Op 27 april 1989 vraagt de Minister van Landsverdediging het advies van de Raad van State over vier voorontwerpen van wet, namelijk :

- een voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger (L. 19.047);

- een voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht (L. 19.048);

- een voorontwerp van wet houdende wijziging van sommige wetsbepalingen betreffende de statuten van het personeel van de krijgsmachtdelen en van de medische dienst (L. 19.049);

- een voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst en van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht (L. 19.050).

Op 8 juni 1989 dient dezelfde Minister bij de Raad van State een aanvraag in om advies over een voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst (L. 19.135).

.../...

Zoals de Minister in zijn aanvraag van 27 april 1989 stelt, bestaat er wel degelijk een verband tussen de vier voorontwerpen L. 19.047 tot L. 19.050. Er is trouwens een soortgelijk verband tussen die vier voorontwerpen en voorontwerp L. 19.135. Dat verband is zelfs zo klaarblijkelijk dat twee afzonderlijke ontwerpen beogen een en hetzelfde artikel op weliswaar gelijksoortige maar niet helemaal dezelfde manier te wijzigen. Als voorbeeld kan artikel 37 van de vorenvermelde wet van 1 maart 1958 worden aangehaald; zowel artikel 21 van voorontwerp L. 19.049 als artikel 3 van voorontwerp L. 19.050 zijn erop gericht dat artikel te wijzigen maar in andere bewoordingen.

Met vroegere voorontwerpen van wet is het een even verwarde toestand. Zo hebben bepaalde wijzigingen die zijn bepaald in de voorontwerpen die thans bij de Raad van State in behandeling zijn, betrekking op bepalingen van titel II van de bovenvermelde wet van 1 maart 1958 en op bepalingen van de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst. Nu is eerder aan de Raad van State een voorontwerp van wet "betreffende het statuut van de dienstplichtigen en van de militairen van het reservekader" (L. 19.096) voorgelegd dat voorzag in de opheffing van titel II van de wet van 1 maart 1958 en van bepalingen van de wet van 18 februari 1987, waarvan de bepalingen min of meer getrouw waren overgenomen in het genoemde voorontwerp.

Nadat de bepalingen betreffende de militairen van het reservekader ervan waren losgemaakt, is dat voorontwerp het voorontwerp van wet geworden dat door de Raad van State is onderzocht onder het nr. L. 19.140 en dat dus enkel nog betrekking heeft op het statuut van de dienstplichtigen.

.../...

Als ontwerp van wet betreffende het statuut van de dienstplichtigen (1) voorziet het in artikel 50 in de opheffing van de artikelen 56 en 58 van de wet van 1 maart 1958 en van de artikelen 2 en 6 van de wet van 18 februari 1987, waarvan de bepalingen in de artikelen 14, 16 en 17 van het ontwerp worden overgenomen.

Nu voorziet voorontwerp L. 19.049, dat thans bij de Raad van State in behandeling is, in een andere wijziging van de artikelen 56 en 58 van de wet van 1 maart 1958 en van artikel 2 van de wet van 18 februari 1987.

Bovendien hebben de gemachtigde officieren gepreciseerd dat het voorontwerp van statuut van de militairen van het reservekader (L. 19.096 partim) volkomen actueel blijft en dat het opnieuw aan de Raad van State zal worden voorgelegd zodra is voldaan aan de voorafgaande substantiële vormvereisten.

Men heeft dus opnieuw te maken met verscheidene versies van een zelfde tekst zonder dat men op dit ogenblik kan weten welke versie uiteindelijk zal worden gekozen.

Als die handelwijze behouden zou worden, zou ze tot gevolg hebben dat de wettelijke taak van de afdeling wetgeving van de Raad van State zou worden gewijzigd, wat niet tot de bevoegdheid van de Regering behoort. Die taak bestaat er immers in over één enkele tekst, die van het door de Regering gekozen voorontwerp, een advies te geven en niet verscheidene varianten van een tekst waaruit de Regering zelf nog niet heeft gekozen, te onderzoeken.

.../...

---

(1) Gedr. St. Senaat, ontwerp 774/1 (1988-1989).

De Raad van State is dus slechts bij uitzondering bereid de genoemde voorontwerpen te onderzoeken, waarbij duidelijk wordt gesteld dat het dan de taak is van de Regering om die ontwerpen tot één geheel "samen te smelten" na de keuzen te hebben gemaakt die haar noodzakelijk lijken en met inachtneming van de voorschriften van de wetgevingstechniek, vooral inzake de inleidende zinnen en de volgorde van de artikelen.

Bij het onderzoek van de voorontwerpen L. 19.047, L. 19.048, L. 19.049, L. 19.050 en L. 19.135 zal de Raad van State op de gevallen wijzen waarin twee verschillende wijzigingen van een zelfde artikel worden voorgesteld.

Om het onderzoek van die voorontwerpen zo veel mogelijk te vergemakkelijken, zal de Raad van State ze afzonderlijk behandelen maar wel de aandacht vestigen op de verbanden die eronder bestaan.

I.

Voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger (L. 19.047/9).

OPSCHRIFT.

In tegenstelling met wat het opschrift te kennen geeft, wijzigt de ontworpen wet niet alleen de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

.../...

Overeenkomstig de voorschriften van de wetgevingstechniek moeten, wanneer er verscheidene teksten worden gewijzigd, ze alle worden vermeld.

Voorgesteld wordt dan ook het opschrift als volgt te redigeren :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, de wet van 12 juli 1973 houdende het statuut der vrijwilligers van het beroepskader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst en de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het artikel heeft tot doel artikel 1 van de wet van 30 juli 1938 te wijzigen om de toepassingssfeer van die wet precies te bepalen.

De Raad van State doet opmerken dat de ontworpen bepaling slechts betrekking heeft op twee van de drie landstalen; het Duits is er niet bij. De Duitstalige militairen kunnen de examens dus niet in hun moedertaal afleggen.

.../...

Het is aan de Regering en aan de Wetgevende Kamers om uit te maken of de gelegenheid die het ontwerp biedt, niet moet worden aangegrepen om het probleem van de militairen met het Duits als moedertaal opnieuw te bekijken.

Onder dat voorbehoud zou het beter zijn het slot van het ontworpen artikel 1 als volgt te redigeren :

"... moet de kandidaat een grondige kennis hebben van het Nederlands of het Frans en een wezenlijke kennis van de andere taal".

Artikel 2 (dat de artikelen 2 en 3 wordt).

Het ontworpen artikel 3 heeft tot doel de gebruikte terminologie te wijzigen omdat ze niet meer overeenstemt met de huidige organisatie van de Koninklijke Militaire School. Het is er ook op gericht de bepalingen van de artikelen 3, 4 en 4bis van de wet van 30 juli 1938 bijeen te brengen, waarbij het ontworpen artikel 7 voorziet in de opheffing van de artikelen 4 en 4bis.

Zodoende brengt het ontworpen artikel 3 het examenprogramma en de voorwaarden om te slagen samen in één en hetzelfde artikel.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat het de voorkeur verdient om in het nieuwe artikel 3 het examenprogramma te vermelden en in het nieuwe artikel 4 de voorwaarden om te slagen op te sommen.

.../...

Het ontwerp van wet zou op die manier duidelijker en samenhangender worden. Bovendien zou zo enkel artikel 4bis moeten worden opgeheven en zou de nummering ononderbroken blijven. Het zou niet meer nodig zijn de artikelen 22, 4°, en 27, 4°, van de wet van 13 juli 1936 (artikel 8, § 1, van het ontwerp) te wijzigen.

De artikelen 2 en 3 van het ontwerp zouden als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 2.-

Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 3. Om in de graad van onderluitenant of in een gelijkwaardige graad te kunnen worden aangesteld en om tot deze graad te kunnen worden benoemd, moet de kandidaat-beroepsofficier het examen afleggen over de wezenlijke kennis van de taal waarvoor hij het bij artikel 2 voorgeschreven examen over de grondige kennis niet heeft afgelegd.

Dit examen heeft tot doel na te gaan of de kandidaat in staat is om bij een eenheid met het ene of het andere taalstelsel te dienen en de beklaagden en hun verdedigers in de gerechtelijke commissies en in de krijgsraden te verstaan en te ondervragen; het examen omvat :

1° een opstel;

2° een mondeling examen tijdens hetwelk de kandidaat, naar gelang van het geval :

.../...

a) 1) moet antwoorden op een vraag ...;

2) moet antwoorden ...;

3) moet antwoorden ...;

b) 1) een theorieles moet geven over ...;

2) een theorieles moet geven of ...;

3) een theorieles moet geven over ...;

c) een korte tekst moet lezen en samenvatten;

d) over een opgegeven onderwerp ...;

3° een examen met betrekking tot de gerechtelijke dienst, tijdens hetwelk de kandidaat :

a) op een theoretische vraag ... (1);

b) een dossier van een rechtszaak moet inzien en mondeling samenvatten, alsook moet antwoorden op mondelinge vragen in verband met dat dossier;

c) rechtstermen uit het Nederlands in het Frans en uit het Frans in het Nederlands moet vertalen (1).

.../...

---

(1) Er zou nader moeten worden bepaald of dat een mondelinge of een schriftelijke test is. Uit de tekst zoals die nu is geredigeerd, kan dat niet worden opgemaakt.

Artikel 3.-

Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 4. De kandidaat moet ten minste de helft van de punten behalen voor het in artikel 3 bedoelde examen.

In geval van afwijzing mag de kandidaat, op zijn vroegst drie maanden en ten hoogste twaalf maanden na het eerste examen, dit examen opnieuw afleggen.

Indien hij bij dit tweede examen slaagt ... (voorts zoals in het ontworpen artikel 2, § 3)".

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

1. Paragraaf 1 behelst de wijziging van de schrijfwijze van het woord "candidaat" in artikel 5 van de wet van 30 juli 1938.

Als het nuttig is om zo'n wijziging aan te brengen in het genoemde artikel 5, is het eveneens nuttig dat te doen in de andere artikelen van de vorenvermelde wet van 30 juli 1938 waar ook het woord "candidaat" voorkomt, namelijk artikel 6, eerste lid, artikel 7, § 1, 1°, en § 2, derde lid, artikel 7bis, eerste en derde lid, en artikel 7ter, tweede lid, 1° en 2°, en derde lid. Hierna wordt in die zin een voorstel gedaan.

.../...

2. De paragrafen 2 en 3 hebben tot doel de terminologie van artikel 5 van de wet van 30 juli 1938 te wijzigen om ze aan te passen aan de huidige statutaire begrippen en het artikel up tot date te maken op dezelfde wijze als artikel 1 van de wet.

Artikel 3 van het ontwerp zou dan ook als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 4.-

In artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 1. Om in aanmerking te komen voor bevordering tot de graad van majoor of een gelijkwaardige graad, moeten de beroepsofficieren een examen afleggen over de wezenlijke kennis van de taal waarvoor zij het bij artikel 2 voorgeschreven examen over de grondige kennis niet afgelegd hebben".

2° In paragraaf 1, vierde lid, en in paragraaf 3 worden de woorden "van korvetkapitein of van kapitaal-technicus" en de woorden "van reserve-korvetkapitein of van reserve-kapitein-technicus" vervangen door de woorden "of een gelijkwaardige graad".

.../...

3° In paragraaf 1, tweede lid, 1°, 2° en 3°, en derde en vierde lid, alsook in paragraaf 2, tweede lid, van de Nederlandse tekst worden de woorden "candidaat" en "candidaten" respectievelijk vervangen door de woorden "kandidaat" en "kandidaten".

3. Bovendien voege men overeenkomstig de opmerking onder 1 een nieuw artikel 5 in dat als volgt is geredigeerd :

"Artikel 5.-

In artikel 6, eerste lid, in artikel 7, § 1, 1°, en § 2, derde lid, in artikel 7bis, eerste en derde lid, en in artikel 7ter, tweede lid, 1° en 2°, en derde lid, van dezelfde wet, worden de woorden "candidaat" en "candidaten" respectievelijk vervangen door de woorden "kandidaat" en "kandidaten".

Artikel 4 (dat artikel 6 wordt).

1. Artikel 4 van het ontwerp heeft enerzijds tot doel artikel 7 van de wet van 30 juli 1938 aan de huidige organisatie van de Koninklijke Militaire School aan te passen en anderzijds rekening te houden met de feitelijke afschaffing van de Krijgsschool sinds 1978.

Het lijkt weliswaar aangewezen om het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie, opgericht in 1978, te vermelden, maar de verwijzing naar de Krijgsschool, die juridisch gezien nog bestaat, dient niet te worden geschrapt.

.../...

De gemachtigde officier heeft toegegeven dat de opmerking gegrond is.

2. Artikel 7, § 1, 4°, en § 2, 1°, van de wet van 30 juli 1938 heeft betrekking op de examens voorgeschreven voor de benoeming tot de graad van korvetkapitein of van kapitein-technicus en tot de graad van onderluitenant, marine-aspirant of aspirant-technicus.

Ter wille van de eenvormigheid dienen die termen te worden gewijzigd, zoals in het ontwerp wordt gedaan voor artikel 5 van de bovenvermelde wet.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat het artikel als volgt moet worden geredigeerd :

"Artikel 6.-

In artikel 7 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1, 3°, worden de woorden "Applicatieschool ("polytechnische" afdeling van de Koninklijke Militaire School)" geschrapt en worden de woorden "Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie" ingevoegd tussen de woorden "Krijgsschool" en "School voor militaire administrateurs".

.../...

2° In paragraaf 1, 4°, en in paragraaf 2, 1°, worden de woorden "van de graad van majoor, van korvet-kapitein of van kapitein-technicus" en de woorden "tot de graad van onderluitenant, marine-aspirant of aspirant-technicus" respectievelijk vervangen door de woorden "van de graad van majoor of een gelijkwaardige graad" en de woorden "tot de graad van onderluitenant of een gelijkwaardige graad".

3° In paragraaf 2, 1°, worden de woorden "het eindexamen aan de Koninklijke Militaire School (afdeling "alle wapens"), het overgangsexamen naar de Applicatieschool ("polytechnische" afdeling van de Koninklijke Militaire School)" vervangen door de woorden "het examen voor overgang van het tweede naar het derde studiejaar van de Koninklijke Militaire School"".

Artikel 5 (dat artikel 7 wordt).

In de Franse tekst van de ontworpen paragraaf 2 dient te worden geschreven : "... l'examen prévu au paragraphe ler ...".

De ontworpen paragraaf 2 van het artikel zou volgenderwijs gesteld moeten worden :

"§ 2. Van het in paragraaf 1 bepaalde examen is vrijgesteld de onderofficier of de kandidaat-onderofficier die houder is van het gehomologeerde of door de examencommissie van de Staat uitgereikte getuigschrift van hoger secundair onderwijs in de taal van de eenheid waarbij hij zal moeten dienen".

.../...

Artikel 6.

Het artikel bevat een overgangsmaatregel. Het maakt het mogelijk de positie te regelen van de officieren die sinds de oprichting van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie daar met goed gevolg de hogere stafcursus hebben gevolgd. Het geeft hen het recht artikel 7, § 1, 3°, van de wet van 30 juli 1938, zoals hetis gewijzigd bij artikel 4 (dat artikel 6 wordt), § 1, van de ontworpen wet, in te roepen.

Zoals artikel 6 van het ontwerp nu is geredigeerd, vormt het een zelfstandige tekst in een wetsontwerp dat hoofdzakelijk tot doel heeft een vroegere wet te wijzigen. Overeenkomstig de voorschriften van de wetgevingstechniek is die methode af te raden. Het zou een oplossing kunnen zijn de tekst van artikel 6 in artikel 7 van de wet van 30 juli 1938 in te voegen in de vorm van een paragraaf 4. Die paragraaf zou dan als volgt gesteld zijn :

"§ 4. De officieren die sinds de oprichting van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie de hogere stafcursus in de andere landstaal hebben gevolgd en het hoger stafbrevet hebben behaald, kunnen paragraaf 1, 3°, inroepen".

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt).

Rekening houdend met de opmerking geformuleerd bij artikel 2, moet paragraaf 1 als overbodig vervallen; de aanduiding "§ 2" dient dus te worden geschrapt.

.../...

Artikel 8 (dat de artikelen 9 en 10 wordt).

1. Als het voorstel voor artikel 2 van het ontwerp wordt aangenomen, moet artikel 8, § 1, als overbodig vervallen.

2. Overeenkomstig de voorschriften van de wetgevingstechniek dient voor elk te wijzigen artikel een afzonderlijk artikel te worden gebruikt. Aan artikel 8 zouden dus twee artikelen besteed moeten worden die de artikelen 9 en 10 worden.

3. De wijziging van de teksten moet volgens hun chronologische volgorde worden vermeld.

4. De artikelen 9 en 10 moeten dus als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 9.-

In artikel 20bis, 4°, van de wet van 12 juli 1973 houdende statuut der vrijwilligers van het beroepskader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, worden de woorden "voldaan hebben bij het examen bepaald bij" vervangen door de woorden "voldoen aan de voorwaarden gesteld in".

Artikel 10.-

In de artikelen 23, 3°, en 28 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, worden de woorden "geslaagd zijn voor het examen over de werkelijke kennis van de taal zoals bepaald in" vervangen door de woorden "voldoen aan de voorwaarden gesteld in".

.../...

II.

Voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht (L. 19.048/9).

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In overeenstemming met de gemachtigde officier wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1.-

Artikel 5 van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 5. § 1. De militaire hiërarchie steunt op de graad en op de anciënniteit in de graad.

Een militair is de meerdere van een andere militair wanneer hij met een hogere graad dan die andere bekleed is of wanneer hij in dezelfde graad meer anciënniteit dan die andere heeft.

§ 2. ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 2.

Op 14 december 1988 heeft de Raad van State, afdeling administratie, de order nr. A12/2 over de afwezigheden van de militairen wegens gezondheidsredenen vernietigd (arrest Wauthier, nr. 31.584). Hij heeft geoordeeld dat de uitgevaardigde regels door de steller van die verordening niet mochten worden vastgesteld in zover ze de rechtstoestand van de betrokken militairen beïnvloedden.

Artikel 2 van het ontwerp houdt rekening met dat arrest en is erop gericht de toekomstige koninklijke en ministeriële besluiten die de beginselen van de order A12/2 zullen overnemen, een rechtsgrond te verschaffen.

Het beoogt in de wet een voorwaarde op te nemen inzake het toelaatbaar zijn dat militairen in bepaalde uitzonderlijke omstandigheden om gezondheidsredenen afwezig zijn (§ 1) en beoogt tevens de militair die om gezondheidsredenen afwezig is een medisch toezicht en een administratieve controle te laten ondergaan (§ 2 en § 3).

Ter wille van de duidelijkheid zou artikel 10 van de hierboven vermelde wet van 14 januari 1975 onveranderd moeten blijven, zou de tweede volzin van het ontworpen artikel 10, § 1, in een artikel 10bis (onder artikel 2 van het ontwerp) moeten komen te staan en zouden de paragrafen 2 en 3 van dat ontworpen artikel 10 een artikel 10ter (onder een nieuw artikel 3 van het ontwerp) moeten vormen.

.../...

De tweede volzin van het ontworpen artikel 10, § 1, preciseert dat "de afwezigheid wegens gezondheidsredenen (...), in de gevallen door de Koning bepaald, slechts gerechtvaardigd (kan) worden door een beslissing van een militaire of een daartoe erkende geneesheer".

Volgens de memorie van toelichting gaat het om een veralgemeende controlemaatregel die alleen toepasselijk zal zijn in uitzonderlijke omstandigheden, die door de Koning zullen moeten worden omschreven en die situaties zullen dekken zoals alarm, mobilisatie, ordehandhaving, maneuver- en vaarperiodes of de gelijksoortige situaties bij de rijkswacht.

Om ieder misverstand te voorkomen zou de uitdrukking "in de door de Koning bepaalde uitzonderlijke omstandigheden" moeten worden verkozen boven de uitdrukking "in de gevallen door de Koning bepaald".

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 2.-

In dezelfde wet wordt een artikel 10bis ingevoegd, luidende :

"Artikel 10bis. Om de paraatheid van de krijgsmacht te bewaren, kan de Koning in de door Hem bepaalde uitzonderlijke omstandigheden, bevelen dat elke afwezigheid om gezondheidsredenen gewettigd wordt door een beslissing van een militaire of een daartoe erkende geneesheer".

+

.../...

De paragrafen 2 en 3 van het ontworpen artikel 10, die artikel 10ter worden, voorzien in een medisch toezicht en een administratieve controle door de militaire overheid of de rijkswacht, waarvan de nadere regels door de Minister van Landsverdediging zouden worden "goedgekeurd". Het ontwerp draagt zodoende een verordenende bevoegdheid op aan de voormelde Minister. De Raad van State heeft er al herhaaldelijk op gewezen dat bepaalde verordeningsbevoegdheden wel aan een Minister kunnen worden opgedragen wegens diens grondwettelijke status, maar dat die delegatie alleen mag bestaan in het verlenen van de bevoegdheid voor het vaststellen van de uitvoeringsmaatregelen die bestemd zijn om opgenomen te worden in een regeling waarvan de fundamentele bepalingen door de Koning zijn vastgesteld.

De delegatie die is bepaald in de ontworpen paragrafen 2 en 3, is des te meer vatbaar voor kritiek daar het gaat om een toezicht dat zou worden ingesteld door de militaire overheid of de rijkswacht en dat alleen de goedkeuring van de Minister van Landsverdediging zou behoeven. Met de voorgenomen regeling kan niet worden ingestemd. De modaliteiten voor het medisch en het administratief toezicht of tenminste de voornaamste bepalingen tot instelling van het toezicht moeten door de Koning worden vastgesteld. Het vaststellen van de voorwaarden inzake huisbezoeken zou er nochtans niet kunnen toe leiden dat er te allen tijde en overal controles mogelijk zijn, zonder daarbij artikel 7, eerste lid, van de Grondwet en artikel 8 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, samengelezen met artikel 2 van het Vierde Protocol, over het hoofd te zien.

.../...

De paragrafen 2 en 3 moeten dan ook herzien worden.

Met dat voorbehoud, zou de inleidende volzin van het nieuwe artikel 3 van het ontwerp als volgt moeten worden geredigeerd :

"In dezelfde wet wordt een artikel 10ter ingevoegd, luidende :".

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

1. Volgens de gemachtigde officier is het aan een verschrijving te wijten dat in het ontworpen artikel 14bis de woorden "of haar" tweemaal voorkomen.

2. Zoals zoëven is uiteengezet, is uitsluitend de Koning bevoegd voor het nemen van maatregelen als die welke bepaald zijn in het ontworpen artikel 14bis.

3. De ontworpen bepaling schept de mogelijkheid om bepaalde categorieën van militairen een verplichte verblijfplaats op te leggen.

De memorie van toelichting luidt als volgt :

"Deze beperking op de vrijheid van keuze van een verblijfplaats, is te rechtvaardigen door de bezorgdheid om de operationaliteit van de krijgsmacht en de hiermee gepaard gaande nood aan orde en tucht te vrijwaren.

.../...

Zo is het duidelijk dat de overschrijding van landsgrenzen in crisistijd een probleem zou kunnen vormen en dat de organisatie van een alarmprocedure met ophaling aan huis van sleutelpersoneel of de medische controle aan huis niet uitvoerbaar is wanneer betrokkene in het buitenland, en buiten de aktiezone van de Belgische strijdkrachten verblijft".

Wil de ontworpen bepaling bestaanbaar zijn met artikel 2 van het Vierde Protocol bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, gedaan te Straatsburg op 16 september 1983, goedgekeurd bij de wet van 24 januari 1970, met artikel 12 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, gedaan te New York op 19 december 1966, goedgekeurd bij de wet van 15 mei 1981, en met artikel 7, eerste lid, van de Grondwet, die alle de vrijheid van verkeer en de individuele vrijheid, met inbegrip van de vrijheid van beweging, waarborgen, dan behoort het ontworpen artikel 14bis uitdrukkelijk te bepalen dat de aan de Koning toegekende bevoegdheid alleen kan worden uitgeoefend om de paraatheid van de krijgsmacht veilig te stellen.

Volgens de rechtspraak van de afdeling administratie van de Raad van State is het beperken van het uitoefenen van de individuele vrijheid om vrij zijn woonplaats te vestigen alleen denkbaar indien die beperking in elk bijzonder geval beantwoordt aan een noodzaak van een hoger belang dan dat van de naleving ervan, hetzij omdat er redenen bestaan die verband houden met de volksgezondheid, de openbare veiligheid of de openbare orde, hetzij omdat het belang van de dienst impliceert dat de belanghebbende wer-

kelijk en permanent ter beschikking is, bij voorbeeld, wanneer het tot de normale verplichtingen van dat ambt behoort dat degene die het bekleedt dadelijk gevolg kan geven aan onverwachte oproepingen (zie o.a. de arresten De Maeyer, nr. 16.210, van 22 januari 1974; Detournay, nr. 16.328, van 26 maart 1974; gemeente Elsene, nr. 20.795, van 11 december 1980; Lambert, nr. 26.739, van 26 juni 1986; Joly, nr. 30.025, van 9 mei 1988).

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

1. Op grond van het ontworpen artikel 14ter kan de militaire overheid of rijkswachtoverheid die de Koning aanwijst, de militairen verbieden bepaalde openbare inrichtingen te bezoeken die een gevaar zouden kunnen vormen voor de collectieve of individuele veiligheid of voor de volksgezondheid.

De memorie van toelichting vermeldt :

"Deze beperking van de vrijheid van vergadering en van beweging wordt noodzakelijk geacht om redenen van orde en tucht.

Met de inrichtingen die een gevaar kunnen vormen voor de collectieve veiligheid worden de openbare inrichtingen bedoeld waarvan algemeen bekend is dat het zetels zijn van groeperingen die activiteiten hebben die in strijd zijn met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk, die de vernietiging van 's lands onafhankelijkheid op het oog hebben of die de landsverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid in gevaar brengen".

.../...

2. Kan men aannemen dat de militaire overheid of rijkswachtoverheid die de Koning aanwijst, bepaalt welke inrichtingen door de militairen niet mogen worden bezocht, dan nog dient de Koning, wil die delegatie geoorloofd zijn, vooraf bij verordening, dus op abstracte en algemene wijze, te bepalen volgens welke maatstaven het verbod om die inrichtingen te bezoeken gewettigd is.

Het tweede lid van het ontworpen artikel 14ter moet in die zin worden herzien.

De woorden "voor zover de aanwezigheid van militairen in deze inrichtingen in de schoot van de krijgsmacht een gevaar vormt voor de collectieve of individuele veiligheid of voor de volksgezondheid" zijn bijzonder vaag. Men zou niet kunnen volstaan met ze te vervangen door de omschrijving die voorkomt in de memorie van toelichting, want die is al even vaag.

3. De verduidelijking in de memorie van toelichting dat "deze bepaling niet tot doel heeft de militairen en de rijkswachters te beperken in hun politieke en syndikale activiteiten" moet in de tekst zelf voorkomen.

4. Ten slotte behoort van de beslissing van de militaire overheid of rijkswachtoverheid kennis te worden gegeven aan de exploitant van de in de bepaling bedoelde inrichtingen, opdat hij als naar recht kan opkomen tegen die beslissing.

De conclusie moet dan ook zijn dat het ontworpen artikel 14ter volledig moet worden herzien om rekening te houden met de bovenstaande opmerkingen.

.../...

III.

Voorontwerp houdende wijziging van sommige wetsbepalingen betreffende de statuten van het personeel van de krijgsmachtdelen en van de medische dienst (19.049/9).

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. Wanneer een zelfde tekst verscheidene vroegere teksten wijzigt behoort de wijzigingstekst, overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek, in evenveel hoofdstukken te worden ingedeeld als er teksten zijn die moeten worden gewijzigd.

Het ontwerp is evenwel ingedeeld in dertien hoofdstukken waarin de wijzigingen niet zijn samengebracht volgens de teksten die moeten worden gewijzigd, maar volgens de inhoud.

Bovendien moeten de wijzigingsteksten de artikelen van de vorige tekst wijzigen in de volgorde waarin ze zijn genummerd.

2. Er bestaat een onmiskenbaar verband tussen het onderhavige ontwerp en de voornoemde ontwerpen L. 19.050 en L. 19.135, aangezien deze twee ontwerpen eveneens twee van de wetteksten wijzigen waarvan het onderhavige ontwerp de wijziging beoogt.

Deze twee ontwerpen zouden dus in het hier onderzochte ontwerp moeten worden opgenomen. Alle inleidende volzinnen zullen dus moeten worden gewijzigd.

.../...

3. In de loop van het onderzoek van dit ontwerp is het zaak dat wordt gelet op eventuele gevallen van onsamenhangendheid, zoals die waarbij een zelfde artikel twee keer in soortgelijke, maar niet in dezelfde zin wordt gewijzigd. Er zal alleen rekening worden gehouden met de versie die volgens de gemachtigde officier in aanmerking moet worden genomen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het woord "wetsbepalingen" moet worden vervangen door het woord "bepalingen".

Bovendien zou het beter zijn "krijgsmacht" te schrijven, in plaats van "krijgsmachtdelen".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikelen 1 tot 4, 6 en 7.

De artikelen 1 tot 4, 6 en 7 van de ontworpen wet strekken ertoe de overheid aan te wijzen die de eed afneemt welke de militairen afleggen overeenkomstig het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie.

.../...

Bij die artikelen behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. In de artikelen 1, 3, 6 en 7 dient het decreet van 20 juli 1831 zoals hierboven met zijn opschrift te worden vermeld.

2. In de Franse tekst moeten de artikelen 1, 3, 6 en 7 op een gelijksoortige wijze worden gesteld. De meest geslaagde formule is die van artikel 6 van het ontwerp.

In de Nederlandse tekst van de ontworpen artikelen 7bis en 57bis van de wet van 1 maart 1958 en 1bis en 12bis van de wet van 12 juli 1973 vervange men het woord "voorziene" door het woord "voorgeschreven". Wat artikel 2 van het ontwerp betreft, dient de ontworpen aanvulling van artikel 10 van de bewuste wet van 1 maart 1958 als volgt te worden gesteld :

"De officieren die met toepassing van dit artikel aangesteld zijn, leggen de bij artikel 7bis voorgeschreven eed af".

3. In de Franse tekst van artikel 3 van het ontwerp dient het woord "revêtu" te worden vervangen door het woord "titulaire".

4. Wat de wijziging betreft waarin artikel 4 voorziet behoort, zoals de gemachtigde officier heeft toegegeven, een keuze te worden gemaakt tussen de tekst van het

.../...

onderhavige ontwerp en die van het ontwerp betreffende het statuut van de dienstplichtigen en van de militairen van het reservekader (zie advies uitgebracht door de Raad van State op 5 juni 1989 onder het nr. L. 19.096/9).

Artikelen 8, 9 en 10.

In 5° schrijve men telkens "om gezinsredenen" in plaats van "om familiale redenen".

Artikel 11.

Artikel 11 strekt ertoe artikel 54 van de wet van 13 juli 1976 te wijzigen.

Er wordt in verwezen naar de "non-activiteit" wegens "familiale redenen". Het begrip non-activiteit is echter een begrip dat betrekking heeft op de toestand van de militairen. Het gaat in het onderhavige geval niet om de toestand maar om het ambt. Men behoort dus te spreken van tijdelijke ambtsontheffing om gezinsredenen en niet van non-activiteit om gezinsredenen.

Evenzo moet het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk IV van de wet van 13 juli 1976 worden gewijzigd.

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk IV van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht

.../...

en artikel 54 van dezelfde wet worden vervangen door het volgende opschrift en de volgende bepaling :

"Afdeling 3. - Tijdelijke ambtsontheffing om gezinsredenen.

Artikel 54. De Minister van Landsverdediging kan, voor zover het belang van de dienst daaraan niet in de weg staat, een tijdelijke ambtsontheffing om gezinsredenen toestaan aan de militair die erom vraagt, opdat deze de kans krijgt om zich aan zijn kinderen te wijden.

Deze tijdelijke ambtsontheffing wordt toegestaan voor een periode van ten hoogste twee jaar; zij eindigt hoe dan ook wanneer het kind de leeftijd van drie jaar bereikt.

De maximumduur van deze tijdelijke ambtsontheffing wordt op vier jaar gebracht en eindigt uiterlijk wanneer het kind de leeftijd van zes jaar bereikt, indien het kind minder-valide is en voldoet aan de voorwaarden om aanspraak te kunnen maken op de gezinsbijslag met toepassing van artikel 47 van de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gecoördineerd op 19 december 1939.

Op aanvraag van de militair en met één maand opzegging kan een einde worden gemaakt aan de tijdelijke ambtsontheffing om gezinsredenen alvorens deze ten einde loopt.

De periode van tijdelijke ambtsontheffing om gezinsredenen wordt niet in aanmerking genomen voor het bepalen van de maximumduur van de tijdelijke ambtsontheffing.

Wanneer de vader en de moeder van het kind militairen van de actieve kaders zijn, kan de in dit artikel bedoelde tijdelijke ambtsontheffing verdeeld worden over de ouders, zonder dat zij terzelfder tijd een tijdelijke ambtsontheffing kunnen krijgen".

Artikel 13.

Artikel 13 beoogt het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk IV te vervangen door het opschrift "Ouderschapsbescherming"

Deze afdeling heeft hoofdzakelijk betrekking op de bescherming van het moederschap en op het borstvoedingsverlof, welke uitsluitend vrouwelijke aangelegenheden zijn.

Het zou dus verkieslijk zijn het opschrift van die afdeling te handhaven en in hoofdstuk IV van de wet van 13 juli 1976 een afdeling 2bis in te voegen met als opschrift "Ouderschapsbescherming".

In deze afdeling zouden de artikelen 15 en 16 van het ontwerp vervat zijn.

In overeenstemming met de gemachtigde officier wordt een voorstel in die zin gedaan.

Artikel 14.

De regel van artikel 50, § 2, in de opheffing waarvan artikel 14 voorziet, opent voor de vrouwelijke militair de mogelijkheid om een borstvoedingsverlof te krijgen.

.../...

Bij artikel 15 van het ontwerp zit de bedoeling voor dat borstvoedingsverlof te vervangen door een ouderschapsverlof waarop de mannelijke militair aanspraak kan maken.

Het borstvoedingsverlof heeft echter een specifiek karakter en is beschermd door het arbeidsrecht. Deze bepaling zou dus moeten worden gehandhaafd. De gemachtigde officier is het daarmee eens.

Artikel 14 dient te vervallen.

Artikel 13 (nieuw).

Overeenkomstig de onder artikel 13 van het ontwerp gemaakte opmerking dient een nieuw als volgt gesteld artikel te worden ingevoegd :

"In hoofdstuk IV van dezelfde wet wordt een als volgt luidende afdeling 2bis ingevoegd die de artikelen 53bis en 53ter bevat.

"Afdeling 2bis. - Ouderschapsbescherming.

Artikel 53bis. (zoals in artikel 15 van het ontwerp)(1).

.../...

---

(1) Behalve dat moet worden gepreciseerd - de gemachtigde officier is het daarmee eens - dat het ouderschapsverlof na het moederschapsverlof komt en dat het, gelet op de opmerking die in verband met artikel 14 van het ontwerp is gemaakt, niet kan worden gecumuleerd met het in artikel 50, § 2, bedoelde borstvoedingsverlof.

Artikel 53ter. (zoals in artikel 16 van het ontwerp, behalve dat in het derde lid van het ontworpen artikel 53ter de woorden "om in aanmerking te komen voor de kinderbijslagen met toepassing van ..." dienen te worden vervangen door de woorden "om te genieten van de kinderbijslagen bij toepassing van ..." en dat in het vijfde lid dient te worden geschreven : "..., dan komt alleen deze in aanmerking voor het verlof)".

Artikel 17.

De bedoeling van de steller van het ontwerp zou beter worden weergegeven door de volgende tekst :

"Na een afwezigheid om gezondheidsredenen kan de officier, voor zover de dienst het toelaat, van een militair geneesheer toestemming krijgen om halve dagen te werken. De halve dagen gedurende welke de officier die een dergelijke toestemming heeft gekregen afwezig is, moeten verrekend worden in de in het eerste lid bedoelde tijd. De toestemming om halve dagen te werken mag niet worden verleend voor meer dan zes maanden gedurende de periode dat de officier aan dezelfde ziekte lijdt".

De teksten van de artikelen 18 en 19 van het ontwerp zouden naar het voorbeeld van de voor artikel 17 voorgestelde tekst moeten worden geredigeerd.

Artikel 20.

1. De tekst van de ontworpen paragraaf 5 moet worden onderverdeeld in 1°, 2°, 3°, veeleer dan in a, b, c.

.../...

2. In de inleidende volzin van paragraaf 5 schrijve men : "De tijdelijke militair die ... kan opnieuw in het tijdelijk kader worden opgenomen in de volgende gevallen : ...".

3. Voor de bepaling in a, die 1° wordt, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"1° de tijdelijke militair die met toepassing van artikel 14, § 1, 1° en 3°, definitief van zijn ambt wordt ontheven, kan binnen de termijn van één jaar, met ingang van de datum van ambtsontheffing, opnieuw in het tijdelijk kader worden opgenomen met de graad die hij bekleedde op het ogenblik van de ambtsontheffing; de tijd die is verlopen tussen dat ogenblik en dat van de wederopneming telt niet mee voor het berekenen van de anciënniteit;".

De bepalingen in b en c, die 2° en 3° worden, zouden naar het voorbeeld van de voor 1° voorgestelde tekst moeten worden geredigeerd.

De bepaling in d van haar kant is overbodig, aangezien zij het logische gevolg is van de bepaling in c, die 3° wordt.

Artikel 21.

Het artikel strekt ertoe artikel 37 van de wet van 1 maart 1958 te wijzigen. Nu is het zo dat artikel 3 van het ontwerp, dat heden door de Raad van State onder het nr. 19.050/9 wordt onderzocht, eveneens het genoemde artikel

.../...

beoogt te wijzigen. De door de twee ontwerpen ontworpen wijzigingen zijn verschillend. Volgens de gemachtigde officier dient de versie van het ontwerp L. 19.050 te worden gekozen. Artikel 21 behoeft dus niet te worden onderzocht.

Artikel 22.

Het artikel bepaalt dat de tijdelijke onderofficieren aanspraak kunnen maken op de anciënniteitsbijslag waarvoor tot nu toe alleen de onderofficieren van het actieve kader in aanmerking kwamen.

In artikel 31 van de wet van 13 juli 1976, in het wijzigen waarvan artikel 22 van het ontwerp voorziet, zou een andere wijziging moeten worden aangebracht. In artikel 31, § 2, van de voornoemde wet wordt immers verwezen naar artikel 37 van de wet van 1 maart 1958. Het ontwerp L. 19.050 voorziet evenwel in het wijzigen van de regels betreffende de anciënniteit. Van nu af aan zal artikel 36 van de wet van 1 maart 1958 betrekking hebben op de anciënniteitsbijslag. Er dient dus te worden voorzien in een wijziging van artikel 31, § 2, zodat niet meer wordt verwezen naar artikel 37 van de wet van 1 maart 1958, maar naar artikel 36 ervan.

Anderzijds dienen in de ontworpen tekst de woorden "ingevoegd bij de wet van 13 juli 1976" te worden weggelaten.

.../...

Artikel 23.

In het ontworpen artikel 5, 2°, schrijve men "examens" in plaats van "proeven" en "houders" in plaats van "titularissen".

Artikel 24.

Artikel 24 maakt het mogelijk de kandidaat-beroepsonderofficieren vrij te stellen van geheel of van een gedeelte van de normale opleidingscyclus wanneer zij reeds bepaalde opleidingscycli in het leger hebben gevolgd.

De bepaling voorziet in een gelijkwaardigheid die door de Minister van Landsverdediging wordt vastgesteld. Deze aangelegenheid behoort tot de bevoegdheid van de Koning en kan niet worden gedelegeerd.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens het volgende te schrijven : "... een opleiding bij de krijgsmacht gevolgd hebben waarvan Hij de gelijkwaardigheid vaststelt".

Artikel 25.

Artikel 25 maakt het mogelijk de tijdelijke officier of de tijdelijke onderofficier die in aanmerking komt om te worden opgenomen in het aanvullingskader en die niet slaagt voor de aanvullende examens voor overgang naar het beroepskader, op te nemen in het aanvullingskader.

In de ontworpen tekst wordt aan de Minister van Landsverdediging een te ruime delegatie verleend, doordat de Minister erdoor bevoegd gemaakt wordt om individuele voorwaarden te stellen voor opneming in het aanvullingskader.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De Minister van Landsverdediging neemt op in het aanvullingskader :

1° de tijdelijke officier die in de loop van hetzelfde jaar in aanmerking is gekomen om zowel in het kader van de beroepsofficieren te worden opgenomen, overeenkomstig artikel 22, 5°, van deze wet, als in het kader van de aanvullingsofficieren, overeenkomstig artikel 27, 5°, van deze wet, en om studieredenen niet slaagt voor de examens aan het eind van de opleiding bedoeld in artikel 22, 6°, van deze wet, of die van deze opleiding wordt weggezonden;

2° de tijdelijke onderofficier die in de loop van hetzelfde jaar in aanmerking is gekomen om zowel te worden opgenomen in de categorie van de beroepsonderofficieren, overeenkomstig artikel 23, 4°, van deze wet, als in de categorie van de onderaanvullingsofficieren, overeenkomstig artikel 28, 5°, van deze wet en om studieredenen niet slaagt voor de examens aan het eind van de opleiding bedoeld in artikel 23, 5°, van deze wet, of die van deze opleiding wordt weggezonden.

De tijdelijke officieren en onderofficieren worden in het aanvullingskader opgenomen in de chronologische volgorde van hun aanvraag, binnen de grenzen van het aantal

.../...

plaatsen dat overeenkomstig artikel 30 wordt vastgesteld voor het jaar dat volgt op datgene waarin de gegadigde zijn opleiding van beroepsofficier of beroepsonderofficier is begonnen".

Artikel 26.

Artikel 104 van het ontwerp van wet betreffende het statuut van de dienstplichtigen en van de militairen van het reservekader, waarover de Raad van State op 5 juni 1989 een advies heeft uitgebracht onder het nummer 19.096, heeft betrekking op artikel 93 van de wet van 1 maart 1958 waarnaar in artikel 26 van het ontwerp wordt verwezen. Het staat aan de steller van het ontwerp te opteren voor de ene of de andere tekst.

Daarbij komt nog dat, aangezien artikel 93 slechts één lid bevat, de vermelding "§ 1" in de inleidende volzin van artikel 26 en in de ontworpen tekst dient te worden geschrapt.

Artikel 28.

In de ontworpen wijziging wordt eveneens en bijna op dezelfde wijze voorzien in het voormelde ontwerp van wet L. 19.096 (artikel 55, § 4).

Het staat aan de steller van het ontwerp te opteren voor de ene of de andere tekst.

De opmerking geldt eveneens voor artikel 29.

.../...

Artikelen 30 en 31.

De artikelen 30 en 31 hebben tot doel de indienstneming mogelijk te maken als tijdelijke militair of als kandidaat-tijdelijke officier of ook nog als kandidaat-tijdelijke onderofficier van eenieder die ten minste zeventien of achttien jaar oud is op 31 december van het jaar waarin de dienstneming getekend wordt.

Volgens de memorie van toelichting "(wordt) met het oog op het bereiken van een eenvormigheid van alle statutaire teksten (...) voorgesteld de leeftijdsgrenzen bedoeld in artikel 9 en in artikel 18 van de wet van 13 juli 1976 te bepalen op 31 december van het jaar waarin de dienstneming getekend wordt".

Er zij op gewezen dat in veruit de meeste statutaire teksten niet wordt gepreciseerd welk ogenblik in aanmerking dient te worden genomen om te bepalen of de betrokkene al dan niet de vereiste leeftijd heeft.

Indien het in de bedoeling van de steller van het ontwerp ligt om van deze bepaling een algemeen voorschrift te maken, behoren "alle statutaire teksten" te worden gewijzigd.

Artikel 32.

1. In het ontworpen artikel 3bis, § 1, wordt de Minister van Landsverdediging gemachtigd om de morele hoedanigheden van de gegadigde te beoordelen alvorens deze zijn opleiding begint.

Er zij op gewezen dat in artikel 3 van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren "de onontbeerlijke morele hoedanigheden voor de staat van officier" niet worden vermeld onder de vereisten om als kandidaat-hulpofficier bij de luchtmacht te worden erkend. Deze precisering komt voor in verscheidene andere wetten betreffende de staat van officier of onderofficier.

Het zou aangewezen zijn artikel 3 van de wet van 23 december 1955 aan te vullen met de precisering dat niemand als kandidaat-hulpofficier bij de luchtmacht kan worden erkend indien hij "niet de onontbeerlijke morele hoedanigheden voor de staat van officier bezit".

2. De Raad van State stelt nogmaals vast dat er een verschil bestaat tussen de regeling waarin dit ontwerp voorziet en die welke in artikel 14 van het ontwerp van wet betreffende het statuut van de dienstplichtigen (1) in uitzicht wordt gesteld.

Het staat aan de steller van het ontwerp te opteren voor de ene of de andere tekst.

3. De tekst van paragraaf 1, eerste lid, is beter gesteld in de Nederlandse tekst, doordat hij niet de indruk wekt dat het de Minister is die een opleidingscyclus moet volgen.

.../...

---

(1) Gedr. St. Senaat, zitting 1988-1989, ontwerp 774/1, door de Raad van State onderzocht onder het nr. 19.140.

In het tweede lid van dezelfde paragraaf schrijve men "Behoudens ongunstige wijziging van deze beoordeling volgen ..." en niet "zonder ongunstige wijziging ...".

4. Paragraaf 2 van de Franse tekst moet worden herzien want de formulering "le Roi fixe les règles en vigueur" lijkt vreemd.

Artikelen 33 tot 38.

Bij deze artikelen behoren dezelfde opmerkingen te worden gemaakt als die welke in verband met artikel 32 worden geformuleerd.

Wat meer in het bijzonder artikel 38 betreft, is het de Raad van State niet duidelijk waarom alleen voor de categorie waartoe de onderofficieren van het reservekader behoren de morele hoedanigheden van de gegadigde door de chef van de generale staf worden beoordeeld.

Artikelen 39 tot 43.

1. De artikelen 39 tot 43 betreffen de schorsing bij ordemaatregel. Volgens de memorie van toelichting hebben de in uitzicht gestelde aanpassingen tot doel de teksten omtrent die aangelegenheid te uniformeren voor alle verschillende categorieën van militairen.

Bovendien wordt gepreciseerd dat de schorsing bij ordemaatregel ambtshalve kan worden uitgesproken of op voorstel van de hiërarchische meerdere en dat met de procedures die voorafgaan aan de beslissing tot definitieve ambtsontheffing mag worden begonnen.

Men krijgt nochtans te maken met een gelijksoortige moeilijkheid als die welke te berde is gebracht in verband met artikel 32 van het onder het nr. L. 19.049 onderzochte ontwerp.

Het ontwerp van wet betreffende het statuut van de dienstplichtigen en van de militairen van het reservekader (nr. L. 19.096/9) kiest immers voor een duidelijk verschillende regeling, die nauwer aansluit bij de thans geldende regeling, aangezien er niet in wordt bepaald dat de schorsing ambtshalve of op voorstel van de hiërarchische meerdere kan worden uitgesproken.

Er wordt evenmin in bepaald dat de schorsing er niet aan in de weg staat dat met de procedure voor het wegzenden uit het reservekader kan worden begonnen. Ten slotte verschilt de redactie van sommige leden enigszins (zie artikel 63 van het ontwerp nr. L. 19.096/9).

Het staat aan de steller van het ontwerp een keuze te maken uit al deze varianten.

2. Wat ook de gekozen oplossing zij, de officieren die voor de ontwerpen als geheel, gemachtigd waren, hebben toegegeven dat de ontworpen artikelen gesplitst zouden moeten worden.

.../...

De eerste vier leden betreffen immers het ambt, de laatste drie leden betreffen de stand en zouden dus moeten worden ingevoegd in het hoofdstuk dat betrekking heeft op de stand.

Zo zou, wat artikel 39 van het ontwerp betreft, de wijziging van het ontworpen artikel 18 beperkt moeten worden tot de leden 1 tot 4. Het vijfde, het zesde en het zevende lid zouden in titel I, hoofdstuk IV, een artikel 25bis moeten vormen dat als volgt zou worden gesteld :

"Wanneer een officier, overeenkomstig het bepaalde in artikel 18, bij ordemaatregel is geschorst, schorst de maatregel de toepassing ... (voorts zoals in het ontwerp)".

De gemachtigde officier heeft ingestemd met dit tekstvoorstel.

Deze laatste opmerking geldt op dit ogenblik slechts voor de artikelen 39, 41 en 42. De vigerende wetgeving voorziet immers niet in het begrip ambt voor de in de artikelen 40 en 43 van het ontwerp bedoelde reserveofficieren en -onderofficieren.

Het onder het nr. 19.096/9 ingeschreven wetsontwerp voert dat begrip "ambt" evenwel in voor deze twee categorieën van militairen.

Het is hier evenmin mogelijk vooruit te lopen op de oplossing die uiteindelijk zal worden gekozen.

Mocht de oplossing van ontwerp L. 19.096 de overhand halen, dan dient de opmerking die zoëven in verband met

de artikelen 39, 41 en 42 is gemaakt, eveneens gemaakt te worden in verband met de artikelen 40 en 43 van het ontwerp.

3. Wat artikel 41 van het ontwerp betreft zou de wijziging van artikel 20 van de wet van 27 december 1961, beperkt moeten worden tot de leden één tot vier, aangezien het vijfde, het zesde en het zevende lid in hoofdstuk IV een artikel 28bis moeten vormen.

4. Artikel 42 van zijn kant moet op dezelfde wijze worden gesplitst, omdat de laatste drie leden in hoofdstuk VI een artikel 19bis moeten vormen.

Artikel 45.

De bepaling is overbodig omdat de beroepsvrijwilligers en de tijdelijke vrijwilligers die op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet in dienst zijn, krachtens de artikelen 6 en 7 van het ontwerp de in de wet bedoelde eed afleggen.

Het artikel dient dus te vervallen.

Artikel 46.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom wordt afgeweken van de normale termijn van inwerkingtreding.

Indien de bepaling wordt gehandhaafd zou in de Franse tekst het volgende moeten worden geschreven : "La présente loi entre en vigueur ...".

.../...

IV.

Voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht (L. 19.050/9).

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

Het wetsontwerp behelst twee aspecten die nauw met elkaar verbonden zijn, namelijk de wijziging van de verdeling van de militairen onder het korps en de krijgsmachtdelen en de wijziging van de bepalingen betreffende de anciënniteit.

De wijziging van artikel 27 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, alsmede de wijziging van de artikelen 31, 41 en 44 van dezelfde wet, en van artikel 5 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, houden nauw verband met een kwestie waaraan de Raad van State reeds een onderzoek heeft gewijd, namelijk de opheffing van drie officierenkorpsen bij de landmacht (het lichte vliegwezen, de militaire administrateurs en de ingenieurs van het militair materieel).

In het advies dat de Raad van State op 10 september 1987 onder het nummer 18.233/2/V heeft uitgebracht over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten betreffende het statuut van de beroeps- en reserveofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst en van het koninklijk besluit van 19 oktober 1976 tot vaststelling op vredesvoet van het maximum aantal officieren in werkelijke dienst en tot hun verdeling onder de verschillende korpsen van de land-, de lucht- en de zeemacht en de medische dienst, heeft hij geoordeeld dat het genoemde ontwerp, dat gericht was op de opheffing van de drie vorenvermelde korpsen, in strijd was met de wet omdat de Koning de officieren van de ontbonden korpsen niet verdeelde over de verschillende korpsen van de landmacht of een ander krijgsmachtdeel. Het niet verdelen van de officieren van de ontbonden korpsen is inderdaad strijdig met de artikelen 27 tot 31 en 44 van de wet van 1 maart 1958 en met artikel 5 van de wet van 13 juli 1976.

Met dit ontwerp wordt beoogd rekening te houden met die opmerking en de ter zake dienende wetsbepalingen te wijzigen ten einde het beginsel van de gedeeltelijke niet-verdeling in te voeren (artikelen 1, 2, 4, 5, 6, 7 en 8), de regels inzake anciënniteit en betreffende de invloed van de anciënniteit bij bevorderingen te wijzigen om de gebreken van de huidige regeling te verhelpen (artikel 3) en een rechtsgrond te verlenen aan de interkorpsencomités.

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 1.

Artikel 1 behelst de wijziging van artikel 27 van de wet van 1 maart 1958.

Het werkwoord "verdelen" wordt vervangen door het werkwoord "indelen".

Zowel in artikel 27 van de wet van 1 maart 1958 als in artikel 5 van de wet van 13 juli 1976 wordt het werkwoord verdelen gebezigd. In artikel 27 worden de militairen individueel beschouwd terwijl artikel 5 betrekking heeft op de getalsterkte van de officieren.

Volgens de memorie van toelichting wordt er met het ontwerp naar gestreefd een onderscheid te maken tussen die twee begrippen en wordt het werkwoord verdelen daarom, telkens als er sprake is van personen (artikelen 27 en 31 van de wet van 1 maart 1958), vervangen door het werkwoord indelen.

Het ontworpen artikel 27, § 2, moet in samenhang worden gelezen met het ontworpen artikel 44 (artikel 6).

In dit artikel wordt bepaald dat de opperofficieren van de landmacht niet binnen een korps doch binnen het krijgsmachtdeel worden benoemd. Bijgevolg bepaalt artikel 27, § 2, dat zij niet langer tot een korps behoren zodra zij benoemd zijn.

.../...

Voorts bepaalt het ontworpen artikel 44, § 4, dat de Koning voor wat de hoofdofficieren van de landmacht en de zeemacht betreft mag afwijken van artikel 5 van de wet van 13 juli 1976. De Koning wordt er aldus toe gemachtigd die officieren niet te verdelen over de verschillende korpsen van die krijgsmachtdelen.

Als de Regering wel degelijk voornemens is de verdeling van die officieren niet verplicht te stellen, zou het geraden zijn het ontworpen artikel 27 aan te vullen met een bepaling luidens welke de hoofdofficieren van de landmacht en de zeemacht niet langer tot een korps behoren wanneer de Koning gebruik maakt van de Hem in artikel 44, § 4, geboden mogelijkheid.

Artikel 3.

1. Artikel 3 heeft tot doel hoofdstuk VI van de wet van 1 maart 1958, dat handelt over "de anciënniteit voor de bevordering in graad", te wijzigen om een onderscheid te maken tussen de begrippen anciënniteit in de graad en anciënniteit voor de bevordering in graad, een rechtsgrond te verlenen aan de regeling voor het onderzoek van de kandidaturen dat door de interkorpsencomités wordt verricht en rekening te houden met het probleem van het niet ingedeeld zijn van sommige officieren.

2. Het ontworpen artikel 34, § 1, herhaalt artikel 35, § 1, van de wet van 1 maart 1958 waarvan de tekst is voorgesteld door de Raad van State. Vastgesteld wordt evenwel dat een zinsdeel in de Franse tekst van artikel 34, § 1,

tweede lid, op een andere plaats staat. Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst, die juist is, zou het beter zijn de huidige tekst te behouden en te schrijven "en tenant compte, suivant les règles fixées par le Roi, des différents classements établis et du nombre d'officiers nommés".

Artikel 35, § 2, van de wet van 1 maart 1958 wordt door het ontworpen artikel 34, § 2, in aanzienlijke mate gewijzigd. De betrekkelijke anciënniteit van de officieren met een andere graad dan die van onderluitenant wordt niet meer ambtshalve bepaald op grond van de betrekkelijke anciënniteit in de graad van onderluitenant. Er moet rekening worden gehouden met de anciënniteit in de vroegere graden. De betrekkelijke anciënniteit in de graad van onderluitenant zal pas dan de doorslag geven wanneer twee personen tegelijkertijd in die graden zijn benoemd.

Volgens de memorie van toelichting moet worden vermeden dat de regels betreffende de anciënniteit in de graad invloed hebben op de militaire hiërarchie (zie tevens artikel 1 van het onder nr. L. 19.048 ingeschreven ontwerp).

In de Franse tekst schrijve men in plaats van "revêtus d'un grade" "titulaires d'un grade".

De bewoordingen "bij gelijke anciënniteit in afdalende volgorde der graden" zijn niet goed gekozen. De gemachtigde officier is het ermee eens dat het ter wille van de duidelijkheid beter zou zijn te schrijven "bij gelijke anciënniteit in de lagere graden, ...".

.../...

3. Artikel 36 van de wet van 1 maart 1958 wordt door het ontworpen artikel 35 gewijzigd. Aangezien de anciënniteit in de graad van onderluitenant niet meer automatisch doorslaggevend is (artikel 34, § 2), worden sommige periodes van "non-activiteit" niet meer in mindering gebracht van de anciënniteit in de graad van onderluitenant, doch van de anciënniteit in elke graad.

Artikel 36, § 3, van de wet van 1 maart 1958 wordt bijgevolg overbodig.

Met betrekking tot het woord "non-activiteit" wordt verwezen naar de opmerkingen die bij het onder het nummer L. 19.049 onderzochte ontwerp zijn gemaakt over de verwarring tussen het begrip "tijdelijke ambtsontheffing" en het begrip "non-activiteit".

In overeenstemming met de gemachtigde officier wordt voor het ontworpen artikel 35 de volgende tekst wordt voorgesteld :

"Van de anciënniteit in de graad wordt in mindering gebracht :

1° voor de hele duur, elke andere periode van tijdelijke ambtsontheffing of van non-activiteit dan de periode van tijdelijke ambtsontheffing om gezondheidsredenen;

2° voor de helft, de periode van tijdelijke ambtsontheffing om gezondheidsredenen, indien deze ambtsontheffing veroorzaakt is door een niet met de dienst verband houdend feit.

.../...

De anciënniteit in de graad waarmee de officier bekleed is, wordt volgens de door de Koning bepaalde regelen gewijzigd naar gelang van de toepassing die, wat die officier betreft, aan het eerste lid wordt gegeven".

4. Artikel 37 van de wet van 1 maart 1958 wordt gewijzigd door het ontworpen artikel 36 dat betrekking heeft op de anciënniteitsbijslag. Hierin wordt bepaald op grond van welke diploma's de officier-geneesheer, -apotheker, -tandarts of -dierenarts een anciënniteitsbijslag kan verkrijgen en wordt in een nieuwe mogelijkheid voorzien om de specialisatiejaren in aanmerking te nemen voor de anciënniteit.

Hierbij zijn geen opmerkingen te maken wat de Franse tekst betreft.

In de Nederlandse tekst van het tweede lid van het ontworpen artikel 36 schrijve men evenwel : "... vóór hij tot de koninklijke school van de medische dienst wordt toegelaten, houder is van één van de diploma's bedoeld in artikel 2, 2°, kan een door de Koning bepaalde anciënniteitsbijslag verkrijgen voor de benoeming in de graad van luitenant" en in de Nederlandse tekst van het vierde lid, tweede volzin, van hetzelfde artikel : "... de officieren die de anciënniteitsbijslag bedoeld in dit artikel hebben genoten".

.../...

5. De gemachtigde officier is het ermee eens dat het ontworpen artikel 37 als volgt moet worden geredigeerd :

"De met toepassing van artikel 29 of artikel 31 overgeplaatste officier neemt in zijn nieuw korps rang in met zijn graad en zijn anciënniteit in die graad.

De met toepassing van artikel 30 overgeplaatste officier wordt in zijn nieuwe korps gerangschikt na de officieren met dezelfde anciënniteit in zijn graad. Indien deze officier naderhand ingevolge artikel 29 of artikel 31 opnieuw wordt overgeplaatst, krijgt hij zijn oorspronkelijke rangschikking terug".

6. In overeenstemming met het tekstvoorstel dat voor het ontworpen artikel 37 is gedaan, schrijve men in het tweede lid van het ontworpen artikel 38 : "... overeenkomstig artikel 37, tweede lid".

7. Het ontworpen artikel 38bis machtigt de Koning ertoe per korps de minimum anciënniteit te bepalen die vereist is voor bevordering in de graad.

Het invoegen van dit artikel gaat gepaard met het opheffen van artikel 42 van de wet van 1 maart 1958 waarin wordt bepaald wat de minimumvoorwaarden inzake anciënniteit zijn om te kunnen worden benoemd in een graad van hoofdofficier.

Zowel de ontworpen bepaling als de opheffing van artikel 42 stuiten op fundamentele kritiek. De Koning wordt er immers door gemachtigd een aangelegenheid te regelen die krachtens artikel 118 is weggelegd voor de wetgever. De Grondwetgever heeft immers gewild dat de rechten en vrijheden van de militairen een aangelegenheid zijn die onder de bescherming staat van de wet.

In een zo belangrijke aangelegenheid als die van de bevordering van de officieren, en met name de overgang naar de categorie van de hoofdofficieren, die de grondwetgever aan de wetgever heeft willen toevertrouwen, zou het beter zijn de traditie in ere te houden en in de wet melding te maken van de essentiële voorwaarden inzake minimumanciënniteit in de graad.

Het ontworpen artikel 38bis zou bijgevolg een bepaling moeten bevatten die gelijksoortig is aan die van artikel 42 van de wet van 1 maart 1958.

8. Aangezien hoofdstuk VI, afdeling 2, betrekking heeft op de regels betreffende de anciënniteit voor de bevordering in de graad, moet daarenboven het artikel 43 van de wet van 1 maart 1958 in dit hoofdstuk VI, afdeling 2, worden ingevoegd als een nieuw artikel 38ter. De gemachtigde officier heeft met dit voorstel ingestemd.

9. Wanneer meer dan een kandidaat tegelijk gunstig wordt aanbevolen voor een bevordering, worden die kandidaten, volgens het ontworpen artikel 38ter (dat artikel 38quater wordt), eveneens tegelijk voorgedragen voor de

hogere bevordering, ongeacht of zij op een verschillend tijdstip zijn benoemd. Die regel geldt eveneens voor de overgeplaatste officieren.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat het ontworpen artikel beter als volgt wordt geredigeerd :

"Voor de bevordering tot de graden van hoofd- en opperofficier, alsook voor de bevordering van de in de artikelen 37 en 38 bedoelde officieren, worden alle kandidaten die tegelijk gunstig zijn aanbevolen voor de graad die zij bekleden, onverminderd de toepassing van artikel 35, geacht de anciënniteit te bezitten van de eerste in die graad benoemde kandidaat wanneer er vacatures zijn, of van de kandidaat die zou zijn benoemd indien er vacatures waren geweest".

10. Het ontworpen artikel 38quater (dat artikel 38quinquies wordt) is er alleen op gericht te bepalen op welke wijze de kandidatenlijsten worden opgemaakt en in welke volgorde de kandidaturen worden onderzocht. Dit artikel zou anders moeten worden geredigeerd om de betekenis beter tot uiting te laten komen. De verwijzing die daarin wordt gemaakt naar artikel 38ter moet worden vervangen door de verwijzing naar artikel 38quater.

Artikel 5.

Het artikel, dat een opheffingsbepaling bevat, moet aan het slot van het bepalend gedeelte staan, vóór de overgangsbepalingen.

.../...

De indiener van het ontwerp kan, naar gelang van de stelling die hij zal nemen, eventueel de artikelen 42 en 43 opheffen indien hij de tekst van die artikelen invoegt in de ontworpen artikelen 38bis en 38ter.

Artikel 6.

Volgens het ontworpen artikel 44 worden de officieren, met uitzondering van de opperofficieren van de landmacht en de hoofdofficieren van de landmacht en de zeemacht, benoemd binnen de korpsen. De Koning kan ten behoeve van de laatstgenoemde officieren afwijken van artikel 5 van de wet van 13 juli 1976; hij hoeft ze dus niet te verdelen over de korpsen.

Zoals hiervoren is uiteengezet, is er een discrepantie tussen de ontworpen artikelen 27 en 44 daar artikel 44 ruimere mogelijkheden biedt dan het ontworpen artikel 27 wat de niet-verdeling betreft. Bijgevolg moet artikel 27 worden aangevuld of moet de strekking van artikel 44 worden beperkt.

Artikel 7.

Het artikel bevat een opheffingsbepaling en moet dus worden verplaatst naar het slot van het bepalend gedeelte, vóór de overgangsbepalingen.

.../...

Artikel 8.

Artikel 8 is erop gericht artikel 5 van de wet van 13 juli 1976 aan te vullen.

Het valt op dat de bepaling in tegenspraak is met de andere artikelen van het ontwerp die betrekking hebben op het niet-verdelen van de officieren.

Het ontworpen artikel overlapt het ontworpen artikel 44 in zoverre het betrekking heeft op alle officieren.

De ontworpen bepaling is, zoals zij geredigeerd is, moeilijk te begrijpen. Indien het nodig mocht blijken de bepaling te behouden, ziet het er naar uit dat ze alleen betrekking zou mogen hebben op de lagere officieren.

De ontworpen bepaling zou eveneens in overeenstemming moeten worden gebracht met artikel 28 van de wet van 1 maart 1958.

De ontworpen bepaling moet worden herzien of worden verduidelijkt.

+

Bij de redactie van de opheffingsbepaling moet rekening worden gehouden met de vorenstaande opmerkingen.

In ieder geval moet uitdrukkelijk worden bepaald dat de artikelen waarvan de tekst zal zijn ingevoegd in andere wetsartikelen worden opgeheven.

V.

Voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst (L. 19.135/9).

Enig artikel.

Het artikel strekt ertoe artikel 40, tweede lid, te wijzigen van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst.

De ontworpen bepaling laat het aan de Koning over de brevetten, diploma's of titels te bepalen op grond waarvan een vrijstelling van de examens van majoor kan worden verleend.

Aangezien het gaat om een aangelegenheid die betrekking heeft op de bevordering van de hoofdofficieren en dus om een aangelegenheid die de grondwetgever aan de wetgever heeft opgedragen, is het volstrekt noodzakelijk in de wet de brevetten, diploma's of titels te vermelden die thans aanleiding zouden kunnen geven tot de gehele of gedeeltelijke vrijstelling van de examens van majoor. Met de aan de Koning verleende opdracht kan niet worden ingestemd.

De ontworpen bepaling moet derhalve grondig herzien worden.

La chambre était composée de

Messieurs : P. FINCOEUR, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.
Le rapport a été présenté par Mme A. DEBUSSCHERE, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.
Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. DEBUSSCHERE, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. FINCOEUR.